

# éco 121

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

AVRIL 2023

#129

[www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)

D 28899 -129- F: 7,50 €



CRÉATRICE  
LES ALCYONIDES SWIMWEAR MUENT  
LES FILETS DE PÊCHE EN MAILLOTS  
DE BAIN P.37

## URGENCE CLIMATIQUE

### LA RÉGION SE HÂTE LENTEMENT P.14



LE CHOCOLATIER QUENTIN BAILLY  
MET LES BOUCHÉES DOUBLES  
P.32

→ **LOGEMENT NEUF** APRÈS LE REBOND, L'EFFONDREMENT P.23 → **GASTRONOMIE** LA CH'TITE BRIGITTE REVISITE L'ESTAMINET AVEC BRIO P.48

# VOLVO

## VOLVO CAR ENTREPRISE

### PARTENAIRE DE VOTRE MOBILITÉ ÉLECTRIQUE



Gamme à partir de  
**699€/mois\***



Plus d'informations



**GAMME ÉLECTRIQUE  
DIVERSIFIÉE**



**SOLUTIONS  
DE RECHARGE**



**EXPERTS À  
VOTRE ÉCOUTE**



**FINANCEMENTS  
AVANTAGEUX**

RCS ARRAS B 799 023 221

**A** 9g CO<sub>2</sub>/km



\* Exemple pour la Location Longue Durée (LLD) incluant les prestations entretien / garantie et perte financière pour un Volvo XC40 Recharge Start Free, hors option, sur 48 mois et 80 000 km, soit un premier loyer majoré de 3 000 € TTC (montant à 0 € TTC après déduction d'un bonus écologique de 3 000 € [\*\*\*]), soit 47 loyers de 699 € TTC. Coût énergétique électrique moyen (kWh/100km) : 11,4 [\*\*] et émission de CO<sub>2</sub> (g/km) : 0 [\*\*].

Un bon nécessaire optionnel TTC, hors autres prestations optionnelles et hors sur le gros. Offres non cumulables, réservés aux Professionnels, en France métropolitaine, valables jusqu'au 31/03/2023 sous réserve d'indication des tarifs constructeurs dans la liste des stocks disponibles.

[\*] Autonomie moyenne en cycle mixte WLTP hors options et accessoires. Les valeurs indiquées, basées sur les données constructeurs suivant procédure WLTP pour le modèle présenté, sont contraignantes à titre préliminaire, les valeurs définitives pour chaque véhicule étant connues qu'au moment de l'immatriculation.

[\*\*] Les valeurs indiquées, basées sur les données constructeurs suivant la procédure WLTP pour le modèle présenté, sont contraignantes à titre préliminaire, les valeurs définitives pour chaque véhicule étant connues qu'au moment de l'immatriculation. [\*\*\*] Bonus écologique applicable au 01/01/23 - vous réservez d'éligibilité et de modifications législatives : art. D551-1 du Code de l'énergie. **Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer**



## VOLVO PERFORMAUTO

Forum de l'Automobile  
**LIEVIN**  
03 21 18 60 50

Rue Barack Obama  
**DECHY**  
03 66 06 00 70

**GROUPE LEMPEREUR**  
MOBILITÉ

## Accélérer

« L'avenir, tu n'as point à le prévoir, mais à le permettre », écrivait Saint-Exupéry. Nous ne parlerons pas ici de réforme des retraites, mais bien des changements auxquels l'humanité est confrontée. Nous n'en discuterons pas non plus l'origine. Le fait est que les indicateurs d'évolution rapide du climat sont très nets. Dans notre région, depuis 65 ans, les variations de la hauteur de la mer ou de hausses moyennes de température sont déjà très significatives. Bien que la météo soit toujours plus capricieuse, les nappes phréatiques peinent beaucoup à se recharger, les forêts comme les cultures sont en souffrance, la biodiversité aussi. Les pluies acides accélèrent l'érosion de nos côtes, avec un risque de submersion bien identifié sur des pans entiers de notre littoral.

## SUR-ADMINISTRATION ET SUR-PROTESTATION

Le constat est aujourd'hui largement partagé. Or il engage clairement notre futur commun, et suppose d'accélérer les réponses aux menaces climatiques. Car il en existe, au-delà de la reconstruction systématique et à grands frais des digues : d'abord la sobriété sur la ressource, bien sûr, comme l'eau et le foncier, sans pour autant obérer le potentiel de développement économique ; l'arrêt des constructions en zones à risque ; la création d'îlots de fraîcheur par la renaturation des villes, la restauration de haies et de zones humides, la réutilisation des eaux usées notamment. Les innovations technologiques ensuite, entre les semences résistantes au stress hydrique et aux maladies, la robotisation et l'agriculture régénératrice... et connectée.

Mais la maladie française de la sur-réglementation, de la sur-administration... et de la sur-protestation, rend tout projet incroyablement poussif, lourd et difficile à porter, quels que soient les enjeux. Pas vraiment compatible avec les nécessités d'anticipation et de décisions rapides qu'exigerait la situation. Un ancien président de la République avait annoncé « *un choc de simplification* ». C'était dans un bien beau discours de mars 2013, il y a dix ans. Sans commentaire.



Photo ©GregLeduc

## Sommaire

## TENDANCES 4-13

- Top : GSK recrute à tour de bras
- Etude : quel est le portrait robot de la femme entrepreneure en région ?

## GRAND ANGLE 14-20

- Urgence climatique : La région se hâte lentement
- Erosion du trait de côte : la quadrature du cercle

## TERRITOIRES 22-34

- Logement neuf : après le rebond, l'effondrement
- Le chocolatier Quentin Bailly met les bouchées doubles
- Oise : l'ex-usine Tropicana sauvée par les Mousquetaires

## ENTREPRENDRE 36-42

- Créateur : Fogo fait monter la température avec ses radiateurs design
- Export : un nouveau booster pour oser l'international

## DÉTENTE 46-48

- Rencontre flamande au musée de Flandre
- Interview Antoine Manier : « *Le Vidéo Mapping Festival est le premier d'Europe* »

## À PROPOS D'ECO121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collèges d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises. Le deuxième collège, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et la Caisse d'Épargne Hauts de France qui contrôlent 33% des parts. Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collège professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires. Multicanal, Eco121 est également présent sur le web ([www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter (@eco121).

éco121

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 K€ Siret 528 819 485 00038 Siège social : Ecopresse - Parc Riveo 300 rue de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille Tél. : 03 55 33 21 05 [redaction@eco121.fr](mailto:redaction@eco121.fr) [www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
Olivier Verley  
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION  
Olivier Ducuing

JOURNALISTES  
Julie Kiavué  
Guillaume Roussange  
ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO  
Didier Nicolas  
François Prillieux  
Yann Suty  
DIRECTEUR ARTISTIQUE  
Grégory Leduc

PUBLICITÉ  
Rossel Conseil Médias  
Tél. : 03 20 78 42 34  
[contact@rosselconseilmedias.fr](mailto:contact@rosselconseilmedias.fr)

SECRETARIAT GÉNÉRAL  
Krisztina Bonieux  
Tél. : 03 55 33 21 05

IMPRIMERIE  
Imprimerie Jean-Bernard  
Groupe Techniphoto  
ZAC de Ravennes les Francs  
Rue d'Amsterdam  
59910 Bondueus

ISSN : 2109-3792

DÉPÔT LÉgal : à parution



## GRAND LILLE À PARIS, LE RETOUR

Après une longue interruption, le Grand Lille à Paris renaît. Initialement porté par Jean-Pierre Letartre, la structure associative est relancée sous le nom plus large Hauts-de-France à Paris, par un trio : le notaire et ancien député Sébastien Huyghe (photo), l'avocat Thomas Deschryver et Eric Dutilleul, du groupe éponyme. Objectif : attirer des entreprises vers notre région et aider les entreprises régionales à venir à Paris, en créant du réseau. Contact pour les personnes intéressées : hautsdefranceparis@gmail.com



# 400

C'est le nombre de journalistes du monde entier présents à Lille lors de la dernière édition de Séries Mania

## 5 ans de Fondation

Lancée en 2018 par le Département du Nord avec 9 fondateurs, parmi lesquels EDF, Lesaffre, ou Roquette notamment, la Fondation du Nord aura soutenu 50 projets à finalité sociale. Sous abri de la Fondation de France, et présidée par Mathias Povse, elle a distribué pour un montant de 1,6 M€ sur la période.

## Votre Top 5

LES ACTUS LES PLUS LUS SUR NOTRE SITE [ECO121.FR](http://ECO121.FR)

- 1 Nicolas Poughon nommé directeur général de la Banque Populaire du Nord
- 2 Une nouvelle page pour Tostain & Laffineur
- 3 Une solution de reprise se dessine pour Charlet
- 4 Pyramide d'or : Newton récompensée pour le Pearl
- 5 La Chartreuse de Neuville gagne au loto

## MÉTHANISEUR CIBLÉ

La chambre régionale des comptes demande au Sivom de l'Artois (Est Béthunois) de renoncer à son projet de méthaniseur sur l'ancienne décharge des Marnières. L'EPCI souhaite y valoriser ses déchets verts. Les magistrats financiers posent « d'importantes réserves quant à la poursuite de ce projet » dont la dimension (1,87 M€ d'investissement) ferait peser de sérieux risques financiers au Sivom.



## FERMES CHERCHENT REPRENEURS

Un tiers des exploitations agricoles sur la métropole lilloise ne trouvent pas de repreneur. Un constat alarmant dressé par l'urbaniste Marc Dumont, lors de la dernière session du Comité Grand Lille le 9 mars.

# INVESTISSEZ DANS L'AVENIR



## D'ENTREPRISES DE LA RÉGION.

Le Crédit Agricole Nord de France propose à ses clients sociétaires de diversifier leur épargne et d'investir aujourd'hui dans son premier fonds au service du développement et de la croissance de PME et d'ETI de la région\* : le FCPR PME et TERRITOIRE\*\*. En mettant leur épargne au service des entreprises, il leur permet de participer activement au dynamisme et à l'avenir du territoire.

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT  
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ



Flashez pour en savoir plus.



\* PME : Petites et Moyennes Entreprises, ETI : Entreprises de Taille Intermédiaire. L'objectif de gestion du FCPR est d'investir au moins 75 % dans des PME et ETI majoritairement situées dans les Hauts de France.

\*\* FCPR : Fonds Commun de Placements à Risques

Fonds géré par Turenne Capital Partenaires - Siège social : 9, rue de Téhéran - 75008 Paris - Société par actions simplifiée - Capital social : 547 520 euros - RCS Paris B 428 167 910 - Société de gestion de portefeuille - N° d'agrément AMF : GP99038

Le prospectus et le Document d'Informations Clés pour l'Investisseur et autres documents destinés à l'information des investisseurs sont disponibles sur simple demande auprès de votre agence du Crédit Agricole.

Agrement AMF du fonds : FCR 20230004

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France, Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'Établissement de Crédit, dont le siège social est : 10 avenue Foch BP 369, 59020 Lille Cedex, 440 676 559 RCS LILLE METROPOLE. Société de courtage d'assurance immatriculée au registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) sous le n° 07 019 406 (www.orias.fr). DGL/PIT/COM/CCAG - Crédit photos : Adobe stock - Mars 2023 - ND : 2310C11

## LE TOP GSK RECRUTE À TOUR DE BRAS

100 embauches en 100 jours : c'est le pari de GSK à Saint-Amand-les-Eaux, dont l'activité ne cesse de monter en puissance. Le site pharmaceutique emploie déjà 1 000 salariés, le double d'il y a 12 ans à l'ouverture, dont une grande majorité en CDI, et a recruté plus de 80 personnes en 2022. L'usine est désormais la troisième plus importante de GSK en matière de vaccins. Le lancement continu de nouvelles lignes, notamment des vaccins lyophilisés, conduit GSK à accélérer les embauches, quitte à former en interne sur des métiers très pointus. Un centre de formation de 1 200 m<sup>2</sup> doit du reste être construit sur place cet été. GSK recherche surtout des techniciens de production, mais aussi des spécialistes performance qualité, des techniciens assurance qualité, ou des techniciens de maintenance notamment. L'usine, la seule des Hauts-de-France à produire des vaccins, exportés à 95%, met en avant une politique RH très volontariste entre les possibilités de carrière interne, la prise en compte de la vie personnelle, mais aussi des primes d'intéressement et un positionnement salarial bien au-dessus de la moyenne du bassin d'emploi.



« LES 350 EMPLOIS  
CETTE ANNÉE MONTRENT  
QU'IL Y A DES  
PERSPECTIVES ET QUE  
L'INDUSTRIE AUTOMOBILE  
EST TOUJOURS  
CRÉATRICE D'EMPLOIS »

**Luciano Biondo,**  
le 22 mars, lors d'un point presse sur  
l'avancement du pôle Renault  
ElectriCity qu'il dirige.

## LE FLOP L'USINE BUITONI DE CAUDRY EN APNÉE

Rien ne va plus pour l'usine de pizzas Buitoni à Caudry. Mise en cause et fermée plusieurs mois l'an dernier dans le cadre d'un drame sanitaire avec la contamination de 56 enfants dont deux sont décédés, elle se trouve aujourd'hui confrontée à une chute des commandes, qui a poussé la direction de cette filiale du groupe Nestlé à suspendre l'activité courant mars. Une situation qui fait craindre une décision plus radicale à savoir une fermeture pure et simple de cette usine de 180 salariés si le niveau de commandes ne remonte pas. Le dossier a mobilisé les élus du territoire mais aussi Christian Poirer,

président du département, et Xavier Bertrand, qui ont exigé dans une lettre ouverte que la direction de Nestlé France affiche ses intentions réelles. La décision devait être annoncée le 30 mars. Pour le Cambrésis, une fermeture serait particulièrement lourde de conséquences après celle annoncée par la sucrerie voisine d'Escaudœuvres (lire p 30).



“ IL NE SUFFIT PAS DE  
CONCENTRER PLEIN  
D'ACTIVITÉS SUR UN MÊME  
LIEU POUR QUE LE  
RUISSELLEMENT S'OPÈRE ”

**Nadine Levratto**

économiste, directrice de  
recherche Economix, devant le  
Comité Grand Lille sur le thème :  
« la métropolisation reste-t-elle la  
solution au développement  
territorial ? »

"DANS LA VIE D'UN ENTREPRENEUR, IL Y A DES MOMENTS D'UNE INTENSITÉ EXEMPLAIRE, C'EST LE CAS AUJOURD'HUI"

**Guillaume Réveilhac,**  
président fondateur de Cerelia lors de l'inauguration de sa nouvelle usine de pâtes à cuire (voir p 26)

Sur  
Twitter

"LA RÉGION JOUIT D'ATOUTS ÉCONOMIQUES CERTAINS AVEC DE NOMBREUX FLEURONS INDUSTRIELS. CRÉONS LES CONDITIONS DE LEUR DÉCARBONATION !"



**Dominique Riquet,**

lors d'une rencontre du député européen avec une délégation régionale autour des opportunités de l'hydrogène.

"LE CAPITALISME RÉGIONAL S'OUVRE DE PLUS EN PLUS"

le satisfecit de

**Christophe Deldycke,**

président du directoire de Turenne Capital, à l'occasion du lancement d'un FCPR "Pme & Territoire" par le Crédit Agricole Nord de France (lire aussi p 34)



JE NE SAIS PAS DU TOUT COMMENT ON VA S'EN SORTIR !»

**Philippe Bréhon,**

président de l'Union des endiviers, devant la flambée de l'énergie, dans la Voix du Nord du 22 mars. Dans sa propre entreprise, la facture des deux derniers mois atteignait 162 K€, soit son coût énergétique annuel normal.



**4 AVRIL :** Soirée Lille pour le Bien Commun, Cité des Echanges, 19h

**5 - 7 AVRIL :** Forum International de la Cybersécurité, Lille Grand Palais

**6 AVRIL :** Business Angels Academy, dès 18h30

**6 - 7 AVRIL :** Plaine Images Xperience, dès 10h

**11 AVRIL :** Soirée des Lauréats Réseau Entreprendre Nord, Lille Grand Palais, dès 17h

**19 AVRIL :** Conférence - Débat Pôlénergie :

« Décarbonation et accessibilité aux énergies :

quelle croissance

souhaitable ? » de 16h à

17h, suivie de l'assemblée

générale, à l'Institut

Chevreul, Villeneuve d'Ascq

**BANQUE POPULAIRE DU NORD**

**Nicolas Poughon** prend la suite d'Hélène Madar à la tête de la Banque Populaire du Nord. Hélène Madar a quant à elle rejoint le directoire du



groupe BPCE. A 42 ans, ce diplômé de Montpellier Business School et d'un DESS Finances de l'université de Montpellier a mené tout son parcours professionnel au sein du groupe BPCE. Il y entre en 2005 à l'inspection générale avant de rejoindre la Banque populaire des Alpes. Il intègre ensuite la toute nouvelle Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes fin 2016, comme directeur du développement du pôle corporate et banque privée. Depuis l'été 2020, ce père de deux enfants était directeur général de la Banque Savoie et membre du comité de direction générale de Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes. La Banque Populaire du Nord compte 1 100 salariés pour un portefeuille de 338 000 clients répartis sur l'ex Nord-Pas-de-Calais, la Somme, l'Aisne et les Ardennes.

**GETLINK**

**Jean Pasternak** devient directeur du développement groupe Getlink, concessionnaire du tunnel sous la Manche. Il devient de ce fait membre du

Comité exécutif au côté du Dg Yann Leriche. Ingénieur des Mines ParisTech, il a débuté sa carrière dans le financement de projets d'infrastructures. En 2002, il rejoint Schneider Electric comme responsable du



plan stratégique. Il y mènera notamment des initiatives de croissance externe, des alliances ainsi que des acquisitions dans le domaine des hautes technologies. De 2018 à 2022, il est le directeur de la stratégie la société bulgare Nasekomo, qui développe un process robotisé pour produire la mouche soldat noire en grands volumes. En parallèle, depuis 2017, il accompagnait des start up spécialisées dans l'économie circulaire dans leur développement en Asie et en Europe à travers l'incubateur Green Tie basé à Hong Kong.

**EFS HAUTS-DE-FRANCE**

**Cédric Bouquet**, 46 ans, est le nouveau secrétaire général de l'Etablissement Français du Sang Hauts-de-France. Diplômé en biotechnologies, et récemment du CEPI



Management, il a débuté au sein de l'EFSA de Nancy comme technicien de laboratoire. Il rejoint par la suite le laboratoire de l'hôpital Robert Debré à Paris.

Avant de démarrer une nouvelle carrière, depuis 20 ans maintenant, dans le management et la stratégie d'entreprise. Il a notamment été directeur adjoint de la communication de Paris La Défense (2005) et cadre dirigeant à l'Institut de cancérologie de Lorraine (2009). Depuis 2016, il était directeur de la communication de l'Institut Pasteur de Lille.

**BNI NORD**

**Jonathan Bailleul**, président de Metalsfer, devient en parallèle



directeur régional du réseau BNI Nord. Ce dernier accompagne près de 600 chefs d'entreprise nordistes dans leur développement commercial à travers la recommandation d'affaires. Jonathan Bailleul était auparavant directeur consultant du réseau. Il rejoint BNI, d'abord au sein de l'antenne lilloise, en 2015. Il a par ailleurs été membre du Flandres Business Club de 2016 à 2019.

**DAMARTEX**

**Anne-Sylvie Hubert** rejoint le groupe textile roubaisien comme directrice financière, poste qu'elle exerçait jusqu'alors depuis six ans chez



Kiabi. Son parcours l'a conduite notamment chez KPMG, Deloitte ou encore dans l'univers de la private equity.

**Khatia Dalla Costa-Paulmier** prend quant à elle la fonction



de directrice groupe Ressources humaines et transformation. L'une de ses missions sera de développer la marque employeur.

**PIMKIE**

**Sandrine Lilienfeld** prend la direction générale de l'enseigne de prêt-à-porter Pimkie. Cette dernière a été reprise début



mars par Pimkinvest, consortium mené par les groupes Lee Cooper France et Amoniss.

Sandrine Lilienfeld dispose d'une solide expérience de plus de 30 ans dans le retail. Cette ESSEC a été directrice achat d'Etam pendant 10 ans dès 1994. Puis a pris la tête de la supply chain chez Kookai, avant d'être nommée Dg de NafNaf en 2007. Elle rejoint ensuite le groupe Gerard Darel qu'elle préside de 2013 à 2015. Deux ans plus tard, elle prend la présidence de la marque Caroll jusqu'en 2021. Avant qu'elle ne rejoigne la direction générale de Camaïeu, liquidée fin 2022.

**PORTRAITS EXPRESS****HDFID****Bruno Desprez**

Un entrepreneur à la tête de l'innovation régionale

Bruno Desprez, co-dirigeant du groupe familial semencier Florimond Desprez (Cappelle-en-Pévèle), a été élu président de HDFID par son conseil d'administration fin mars. Il remplace à ce mandat Alain Storck, ancien président de l'UTC de Compiègne. Bruno Desprez, 61 ans, est très impliqué dans les réseaux régionaux, à l'exemple du Clubster NSL, du pôle d'excellence agroalimentaire Agroé, d'Adrinord, de la Fondation de l'Université de Lille ou du Certia Interface.



Son arrivée intervient alors que la Région vient de lancer son schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) pour la période 2022-2028. Parmi les grands axes de

la feuille de route du nouveau président figure notamment l'objectif de « développer plus de cohérence, une meilleure lisibilité et plus d'efficacité entre les acteurs de l'écosystème ».

**TEREOS****Jorge Boucas**

Du lait au sucre

Ce polytechnicien, dirigeant de la coopérative laitière Sodiaal depuis six ans, prendra la direction de Tereos (5,1 mds €) fin avril. Son prédécesseur Ludwig de Mot avait quitté ses fonctions fin septembre après seulement sept mois. Ce franco-portugais de 50 ans a débuté comme consultant chez Altis, puis PEA Consulting et McKinsey. Avant de prendre la direction du groupe rennais Roullier, spécialisé dans la nutrition végétale et animale.



Il prend les commandes du deuxième sucrier mondial avec la mission de « mener à bien le projet stratégique de Tereos », d'achever son redressement et de conduire son plan de décarbonation. Une mission qui inclut la fermeture du site d'Escaudœuvres (lire p 29).





**Prêt Entreprises Innovantes**  
**Remboursez plus tard**  
**pour laisser à votre projet**  
**le temps de s'épanouir.**



Construisons dans un monde qui bouge.



# Quel est le portrait robot de la femme entrepreneure en région ?

**U**ne femme de plus de 40 ans, primo-entrepreneure, créatrice de TPE, dans le secteur commercial, avec des financements modestes. Voilà en résumé grossier le portrait robot des femmes cheffes d'entreprise en région Hauts-de-France. Des conclusions que l'on peut tirer d'une étude copilotée par la CCI Hauts-de-France et la direction régionale à l'égalité entre les femmes et les hommes, auprès de 1800 répondantes.

Dans le détail, 70% des entrepreneures ont plus de 40 ans, et 85% d'entre elles entreprennent pour la première fois. Plus de 4 sur 10 ont un niveau d'études compris entre bac + 3 et bac + 5. 79% d'entre elles sont des créatrices, contre 21% de repreneuses. La taille de leur entreprise est majoritairement petite : 3 salariés maximum pour 85% des créatrices, Moins de 5 salariés pour 59% des dirigeantes.

Le secteur d'activité est majoritairement un commerce pour les repreneuses (54%) et très présent pour les créatrices (48%), devant les services à l'entreprise (23%) et les services à la personne (17%). Le secteur industriel est très minoritaire (7% des repreneuses).

**Seules 19%  
des femmes  
entrepreneures  
appartiennent  
à un réseau**

Pourquoi les femmes des Hauts-de-France se lancent-elles dans l'entrepreneuriat ? 61% y trouvent une réponse à leurs aspirations personnelles, un ratio confirmé par les 51% qui y recherchent une autonomie. Un quart indique vouloir générer son propre salaire. 25% d'entre elles évoquent une reconversion professionnelle.

## MÉCONNAISSANCE DES RÉSEAUX

Le premier frein évoqué à la création ou la reprise est la méconnaissance des réseaux d'entraide à l'entrepreneuriat. Du reste

seules 19% appartiennent à un réseau. 28% des dirigeantes pointent aussi le manque de confiance en elles. Et 26% indiquent avoir à l'époque une méconnaissance des outils de financement et des difficultés d'accès à ce même financement. Ce qui explique sans doute l'importance des apports plutôt faibles (moins de 10 K€ pour les deux tiers des dirigeantes). Seules 44% font état de prêts bancaires, et 21% de prêts d'honneur. 64% d'entre elles déclarent avoir été accompagnées dans leur projet, mais 16% estiment que le fait d'être une femme accentue les difficultés de financement.

Quels obstacles rencontrent-elles aujourd'hui ? Les deux plus importants sont le contexte économique peu favorable et la capacité à se générer un salaire (39 et 38%). Viennent ensuite (28%) la conciliation entre les vies personnelle et professionnelle ainsi que la difficulté à se développer sur le marché. Les femmes relèvent aussi leur manque de temps pour se former, et toujours le défaut de réseau ■ **O.D.**

Une enquête inédite menée par la CCI de région associée à la direction régionale à l'égalité entre les femmes et les hommes permet de tracer le profil type de la femme cheffe d'entreprise des Hauts-de-France. Le détail.



## LA FEMME ENTREPRENEURE, VERSION URSSAF

L'URSSAF Nord-Pas-de-Calais publie de son côté des statistiques complémentaires sur le profil des femmes entrepreneures ou micro-entrepreneures dans la région. Elles sont 46 600 dans les Hauts-de-France à relever des travailleurs indépendants, auxquelles s'ajoutent presque le chiffre équivalent « *d'auto-entrepreneurs économiquement actifs* ». Dans le premier cas, elles représentent 38% de la catégorie, dans le second, 41%, le même ration qu'au plan national. Une femme travailleuse indépendante dans les Hauts-de-France est âgée en moyenne de 45 ans, avec un revenu de 38,6 K€ (3,2 K€ de plus que la moyenne française). 6,2% d'entre elles cumulent plusieurs activités dans le privé.

L'auto-entrepreneuse a quant à elle 41 ans en moyenne avec un revenu de 5,1 K€ (500 € de moins qu'en moyenne nationale). Cette fois, près du quart d'entre elles ont plusieurs activités.

L'URSSAF relève des disparités très fortes de revenus entre hommes et femmes, qu'elle explique largement par la très forte surreprésentation des femmes dans des secteurs moins rémunérateurs comme la coiffure, les soins du corps, la santé et autres services à la personne.

Le secteur qui compte la part la plus importante (49%) de femmes indépendantes est le commerce de détail non alimentaire (hors pharmacie). Elles sont également très présentes dans l'univers des auto-entrepreneurs dans les activités immobilières (52%) et, là encore, le commerce de détail non alimentaire (51%).

L'analyse d'**Aurélie Vermesse**,  
Présidente de la CCI  
Grand Lille

« *Les réseaux, c'est utile et source de confiance en soi !* »

**La femme  
entrepreneuse  
Qui est-elle ?**

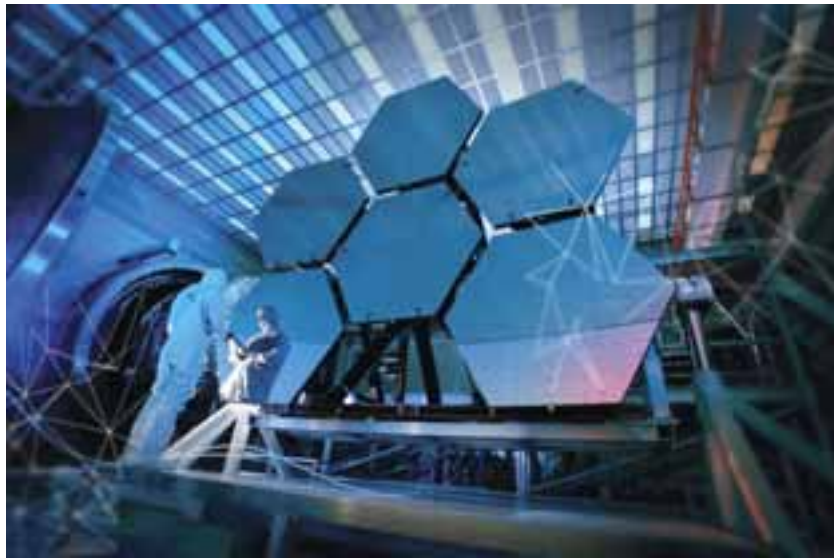
**70%**  
ONT PLUS DE 40 ANS

**85%**  
ENTREPRENNENT POUR  
LA PREMIÈRE FOIS

**43%**  
ONT UN NIVEAU D'ÉTUDES  
DE BAC +3 À BAC +6

Deux points m'ont particulièrement interpellée dans cette étude : les problématiques des réseaux et des financements. Concernant le premier point, 81% de femmes ne sont dans aucun réseau. C'est énorme ! C'est une problématique féminine, les femmes vont éviter les cocktails pour se concentrer sur l'essentiel. Or les réseaux, c'est utile, cela donne la connaissance du territoire, de l'économie, c'est source de confiance en soi et de capacité d'échange. Du coup, les femmes se trouvent plus isolées. Heureusement les choses bougent beaucoup et les initiatives se multiplient, mais sont encore trop disparates. A la CCI Grand Lille, on veut fédérer ce petit monde, on a mis en place une commission sur l'entrepreneuriat des femmes, notamment sur la thématique du financement. Car c'est le second sujet frappant. On s'aperçoit qu'elles s'auto-financent à 70%. Seules 44% s'appuient sur un prêt bancaire et encore, elles demandent moins que les hommes. Le résultat, c'est que leurs entreprises sont plus petites. On retrouve les femmes beaucoup dans des TPE, des entreprises individuelles, dans le commerce et le service, mais pas dans l'univers industriel.

# INTELLIGENCE ARTIFICIELLE NEURONALYS S'APPRÊTE À CHANGER DE BRAQUET



Si jeune et presque tout d'une grande. La jeune pousse NeuronalyS édite depuis trois ans des solutions logicielles basées sur l'intelligence artificielle pour aider les entreprises et les pouvoirs publics à optimiser et automatiser leurs process métiers. NeuronalyS s'apprête à quitter Lille fin avril pour s'installer sur le littoral et accélérer. Aidée d'une prochaine levée de fonds. La toute première.

Fondée par les ingénieurs informatique Romain Jacquet et Fabien Gavory, la start up lilloise dispose de deux produits en catalogue : NeuroCop et NeurOCR. Le premier permet d'accroître l'efficacité des systèmes de surveillance. Au démarrage, « c'était un service dédié aux services de police des villes de plus de 2 000 habitants », détaille Romain Jacquet. « Le logiciel leur permet

**L'ENTREPRISE VISE 1,2 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES CETTE ANNÉE ET LES 12 M€ FIN 2027**

*d'analyser et d'exploiter la multitude d'images captées par les caméras installées dans l'espace public. Mais aussi d'identifier les véhicules, les piétons et détecter les situations*

à risques ». NeuroCop est aujourd'hui utilisé dans une quinzaine de villes françaises dont la moitié en Hauts-de-France. Mais aussi dans le secteur privé pour la surveillance de chantiers, d'usines, d'autoroutes ou encore de centres commerciaux. Dans la foulée de ce premier logiciel, NeuronalyS développe NeurOCR. Celui-ci permet de digitaliser les documents complexes d'industriels multinationaux. « La solution analyse et digitalise des plans de centrales, de barrages ou véhicules industriels », poursuit Romain Jacquet, sans dévoiler l'identité de ses clients. Sa société mène actuellement des travaux de développement d'un logiciel pour le milieu médical. Mais son objectif premier cette année est l'accélération de la commercialisation de ses deux premières solutions, notamment à l'international.

Avec ses huit salariés, l'entreprise vise 1,2 M€ de chiffre d'affaires cette année et les 12 M€ fin 2027. NeuronalyS a par ailleurs été identifiée par le Ministère de l'Intérieur pour la sécurisation des images filmées dans le domaine public lors des Jeux Olympiques 2024.

 Save the date !

**4 Avril**

**Pose de la première pierre du HUB d'Eurasanté**, bâtiment fédérateur des acteurs de la filière santé des Hauts-de-France doublé d'une usine-école. En construction à la croisée de la rue du Pr Jules Driessens et de l'avenue Eugène Avinée, la livraison du HUB est prévue pour l'été 2024. Conçu comme un guichet unique et complémentaire aux autres sites régionaux, le bâtiment entend faire écho à la montée en puissance du programme d'incubation et à la réussite de travaux collaboratifs de la filière.

De 16h à 18h

**11 Avril**

**Soirée de présentation des 70 lauréats** de la promotion 2022 du Réseau Entreprendre Nord à Lille Grand Palais. Dès 17 heures

**13 Avril**

A Pro Bio organise au Village by CA Nord de France la **4<sup>e</sup> édition du Forum des financeurs de la Bio**, consacré au financement des projets issus de l'agriculture bio portés par des entrepreneurs, start up et entreprises. De 9h30 à 17h

## Energie verte

La société Green Heat vient de lever 800 K€ lors de son tout premier tour de table. Des fonds propres trouvés auprès d'IRD Invest, Autonomie & Solidarité, Bpi et deux business angels. Et auxquels s'ajoute une dette bancaire souscrite auprès de la Banque Populaire du Nord. Spécialiste dans la fourniture de chaleur aux gros consommateurs d'eau chaude, GreenHeat s'adresse essentiellement aux centres aquatiques et au secteur de l'industrie. GreenHeat étudie le projet, installe et exploite le système. Tout en portant l'investissement lié. Ainsi, ses clients n'ont rien à gérer pour profiter de l'énergie verte produite en locale à partir des gisements puisés dans leurs eaux usées. Une vingtaine de centres aquatiques sont d'ores et déjà équipés du système de GreenHeat. La levée permet à ses fondateurs Hugo Durou et Jean Sobocinski d'accélérer la commercialisation et le déploiement de la solution auprès des centres aquatiques. Avant de passer la seconde dans le secteur de l'industrie.

## Comme des Chefs raccroche le tablier

Après trois ans, l'aventure culinaire de Comme des Chefs prend fin. La start up cofondée par Thomas Verschave - également dirigeant du négociant et conditionneur de



pommes de terre et d'oignons Verpom à Saint-Sylvestre-Cappel - et son fils Orélian Blanchard annonce cesser la production de ses box alimentaires « prêts à cuisiner ». Sur les réseaux sociaux, la jeune pousse indique que « la décision n'a pas été facile à prendre ». Ses fondateurs se disent « convaincus de la pertinence » de leur offre. Mais ne sont pas parvenus à faire face « au contexte économique ». Et très certainement aussi à la concurrence féroce, notamment du géant allemand HelloFresh.

# ROBOT PEINTRE LES COMPANIONS FIN PRÊT À SE DÉPLOYER JUSQU'À L'EXPORT

## Dailyn : le fondateur passe la main

Changement à la tête de la jeune pousse tech lilloise Dailyn. Arnaud Przybylski, fondateur de l'appli



mobile qui vise à devenir une « super-app » au service du commerce de proximité, cède son siège de Dg. Désormais, c'est Antoine Tison (photo) qui tient les rênes de l'entreprise qu'il a rejointe il y a tout juste un an comme directeur des ressources humaines. De son côté, Arnaud Przybylski endosse le rôle de responsable des partenariats.

## 581 M€

C'est le montant total des 10 levées de fonds bouclées l'an dernier par des start up à vocation industrielle basées en Hauts-de-France. Référencées par Bpifrance, elles ont toutes reçu un soutien de la banque publique à travers son Plan Startups et PME industrielles. Trois d'entre elles ont levé plus de 15 M€, le leader dans la technologie du microclimat Sencrop (18 M€), InnovaFeed (233 M€) et Exotec (311 M€), détaille l'observatoire de Bpifrance. Qui souligne par ailleurs que notre région n'abrite que 5% des 1 900 start up industrielles françaises repérées par Bpifrance. Côté sites industriels, parmi les 35 inaugurations organisées en France l'an dernier, trois se sont tenues sur notre territoire : Valame (Hallennes-lez-Haubourdin) pour son démonstrateur de désamiantage, NxtFood qui a inauguré sa toute première usine de produits alternatifs à la viande à Vitry-en-Artois et Ennea Green à Béthune sur l'ancien site Bridgestone.

Après quatre ans de R&D, le robot peintre Paco, conçu par la société Les Companions, est sur le point de démarrer sa commercialisation à grande échelle. Le fondateur Antoine Rennuit, ingénieur en robotique d'IMT Nord Europe, envisage un lancement simultané sur le marché national et en outre-Manche dans les toutes prochaines semaines. Avant un démarrage au Benelux. L'entrepreneur ne dévoile pas encore le prix de son robot doublement breveté. Mais assure que ce dernier « offre un retour sur investissement en 11 mois ».

Avec son bras robotisé, Paco fait la passerelle entre le monde de la robotique et celui du bâtiment. Il assiste les professionnels du second œuvre dans leurs travaux de peinture en intérieur. Muni de roues omnidirectionnelles et d'un bac de peinture de 15 litres, il peut s'élever jusqu'à plus de 3 mètres de haut. Sa promesse aux entreprises de peinture, constructeurs et industriels de construction hors-site : un gain de temps et de flexibilité sur leurs chantiers ainsi qu'un rendement intéressant, tout en réduisant la pénibilité de leurs salariés.

## QUATRE MARCHÉS VISÉS

« Nous avons réalisé l'an dernier d'ultimes tests sur chantiers en région pour améliorer les derniers points bloquants. Plusieurs autres démonstrations sont inscrites à l'agenda en France, en Angleterre ainsi qu'en Belgique et aux Pays-Bas cette année. Ces démonstrations grandeur nature font partie de notre démarche commerciale que nous avons commencée fin 2022 », détaille Antoine Rennuit qui a démarré en incubation à l'IMT Nord Europe, avant d'évoluer au sein du Village by CA Nord de France jusqu'au printemps 2022.

Depuis son lancement, Les Companions a reçu le soutien de la Bpi, de Hodefi et de l'ENSAM. L'entreprise a déjà bouclé trois levées de fonds. La première à hauteur de 250 K€ auprès du numéro



3 des peintures professionnelles Unikal et de business Angels. Suivie d'une deuxième d'un montant total de 730 K€ obtenus auprès de Finovam et de AkzoNobel, numéro un mondial des peintures décoratives. Et enfin, 950 K€ bouclés il a tout juste un an auprès des mêmes actionnaires qu'au précédent tour de table et d'un partenaire basé aux Etats-Unis. Majoritaire, Antoine Rennuit prévoit une quatrième levée en fin d'année.

Les Companions emploie 10 salariés et compte en accueillir cinq de plus d'ici fin 2023. La société quitte actuellement ses locaux situés au parc d'Euratechnologies pour emménager à la Pilaterie. De quoi lui permettre d'internaliser la ligne d'assemblage de ses robots peintres. Une tâche sous-traitée jusqu'à présent.



“NOTRE ROBOT OFFRE  
UN RETOUR SUR  
INVESTISSEMENT  
EN ONZE MOIS”  
ANTOINE RENNUIT


**URGENCE CLIMATIQUE**

# LA RÉGION SE HÂTE LENTEMENT

**ENTRE 1955 ET 2018**

● Niveau de la mer :  
+10,1 cm à Dunkerque

● Température  
moyenne : +2°C à Lille  
et Beauvais

An aerial photograph of a coastal landscape. On the left, a steep, grassy cliffside descends to a narrow, sandy beach. The ocean waves are breaking gently onto the shore. In the distance, a town or village is visible on a hillside overlooking the water. The sky is clear and blue.

Les épisodes météo extrêmes se multiplient. L'érosion côtière s'accélère. La ressource en eau se raréfie. Des zones entières du littoral sont menacées à terme de submersion. Le risque climatique est de moins en moins virtuel dans notre région très exposée. Mais si la prise de conscience est désormais pleinement acquise, la réponse de terrain se révèle très lente.

*TEXTES Julie Kiavué*

- **Jour anormalement chaud : +36 jours à Saint-Quentin et +33 jours à Cambrai**

- **Jour de gel : -28 jours à Abbeville et -24 jours à Boulogne-sur-Mer**

Source: Observatoire Climat, HDF

**C**haleur extrême, montée des eaux, mouvements de sol, sécheresse, incendies... D'ici à 2050, les conséquences du changement climatique seront toujours plus dévastateurs. Notre région est particulièrement exposée. Elle serait même la plus menacée de l'Hexagone — devant Provence-Alpes-Côte d'Azur et Grand Est — et la 12<sup>e</sup> au rang mondial, selon XDI. Pour dresser son classement, cette société australienne d'analyse des risques climatiques a centré son étude sur les dommages causés sur le bâti ; les maisons, les usines, les infrastructures...

De son côté, l'établissement public BRGM s'est intéressé aux submersions marines à travers une carte interactive mise en ligne sur son site Internet qui met en évidence les zones à risque. Pour notre région, le constat est édifiant. Toute la banane étendue entre Calais et Dunkerque, en passant évidemment par Gravelines, est dans le rouge. Une zone hautement stratégique avec un parc industriel majeur, et où seront encore injectés des milliards d'euros pour l'implantation ou le développement de projets structurants. A l'instar de celui de la décarbonation d'ArcelorMittal, de l'usine de batteries électriques de Verkor moyennant un investissement d'1,3 Md€. Ou encore de la centrale de Gravelines désignée par le gouvernement pour accueillir deux EPR à horizon 2035, à l'issue d'un investissement d'environ 17 Mds€.

« La zone Calais-Dunkerque est un polder depuis le XIII<sup>e</sup> siècle. Ce n'est un secret pour personne, atteste le délégué général du Medef Côte d'Opale Franck Hélias. On est exposé à ce risque de submersion depuis très longtemps. On vit avec car, sur le territoire, nous avons la culture de la gestion du risque. Nous avons des solutions pour faire face, comme la surélévation des sites sensibles. »

Au-delà de ces projections lointaines, les événements météorologiques toujours plus fréquents et plus intenses d'année en année sont le reflet que le changement climatique est d'ores et déjà une réalité en Hauts-de-France. Depuis le milieu des années 50, le



“SUR LE TERRITOIRE  
NOUS AVONS  
LA CULTURE DE  
LA GESTION  
DU RISQUE”

**Franck Hélias,**  
**Medef**  
**Côte d'Opale**

niveau de la mer s'élève : +10,1 cm à Dunkerque. La température moyenne aussi, avec 2 degrés de plus en 70 ans à Lille comme à Beauvais, selon l'Observatoire Climat Hauts-de-France du Centre Ressource du Développement Durable. Les jours « *anormalement chauds* » sont plus nombreux, contrairement à ceux de gel. 2022 aura été l'année de tous les dangers. Marquant même « *une rupture* », d'après la Dg de Grou-pama Nord-Est Patricia Lavocat Gonzales (lire interview P.19). La tempête Eunice aura causé bien des dégâts sur son passage à la mi-février. Avant qu'une vague de chaleur extrême n'asphyxie les Hauts-de-France en plein été. Avec des températures frôlant les 40°C fin juillet à Lille, Arras ou Boulogne-sur-Mer. A l'automne, deux immeubles s'effondraient à Lille, tandis que 14 autres maisons fissurées étaient évacuées dans les semaines suivantes.

#### DES NAPPES PRESQU'À SEC

Et la situation ne semble pas aller en s'améliorant. Cet hiver, la pluie fut rare. La période entre novembre et mars, généralement propice au rechargement des nappes, s'est soldée par un déficit pluviométrique inédit depuis... 1959. Voire alarmant si un énième épisode aride devait resurgir dans les prochains mois. Une catastrophe selon les spécialistes. Nos nappes phréatiques souffrent. Leur niveau est jugé « *modérément bas* » dans le Pas-de-Calais et la Somme, voire « *bas* » et « *très bas* » dans le Nord et l'Aisne. Didier Benard, Dg régional de Veolia Eau, le confirme : « *Le niveau de nos nappes est en dessous de celui de 2019, année déjà considérée comme très difficile* ». A défaut de précipitations, ce seront donc les arrêtés sécheresse qui ne devraient pas tarder à pleuvoir chez nous... Encouragés par le ministre de la Transition écologique Christophe Béchu qui, début mars, a invité les préfets « *à ne pas avoir la main qui tremble* ». Après le plan de sobriété énergétique, un plan de sobriété sur l'eau apparaît donc de mise. Notre région est donc vulnérable. Et le tic-tac de l'horloge climatique pousse à accélérer nos défenses. Mais quelles sont nos marges de manoeuvres ? Comment nos territoires s'adaptent-ils ?

Les initiatives se multiplient, ici et là. Des projets volontaristes certes, mais de longue, voire de très longue haleine.



#### SOURCE D'OPPORTUNITÉS

Dans l'agriculture, l'arrivée de nouvelles cultures dans nos terres est une des conséquences directes du changement climatique. La plantation de vignes en région est l'exemple le plus frappant. Ci-contre, les parcelles cultivées par l'agriculteur Laurent Sellie à Quiéry-la-Motte pour le compte de Temovéo, filiale d'Advitam, qui sera chargé de transformer le raisin en vin. « *Pour accueillir de nouvelles cultures, il faut que les variétés soient adaptées à notre terroir, maintenant que le climat est favorable. C'est notre travail* », explique Marin Desprez, directeur stratégie du semencier Florimond Desprez. « *Notre activité consiste à faire le travail des abeilles mais en plus ciblé.* » Un travail de longue haleine puisqu'il peut prendre entre 7 et 10 ans !



# éco 121

1 AN  
69€

## La référence de l'info éco dans les Hauts-de-France

- L'actu éco des Hauts-de-France à 360°
- Une information sûre, sérieuse et indépendante
- Une connaissance en profondeur de l'économie régionale
- La parole donnée aux acteurs de la vie économique

Retrouvez-nous chaque mois, mais aussi en fil continu sur notre site web [www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR [WWW.ECO121.FR](http://WWW.ECO121.FR)

03 55 33 21 05

### Bulletin d'abonnement

**OUI**, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de 69€
- 2 ans (20 n°) au prix de 109€

• Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

#### Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520



NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

SOCIÉTÉ / ORGANISATION \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_ TEL. \_\_\_\_\_

E-MAIL \_\_\_\_\_

# éco 121

ECOPRESSE - PARC RIVÉO  
300 RUE DE LILLE  
59620 MARQUETTE-LEZ-LILLE



### → RECONQUÊTE DES COURS D'EAU

A la MEL, on mise sur un plan de reconquête des cours d'eau (600 km de rivières et 100 km de canaux). Avec le déploiement d'ouvrages contre les inondations, la renaturation des cours ou bien la création d'îlots de fraîcheur. Soit 44 projets d'ici 2044. Pour notamment pallier les risques d'inondations mais aussi améliorer l'environnement et renforcer l'attractivité du territoire. « *Le temps peut paraître long, reconnaît Alain Blondeau, conseiller métropolitain délégué à la Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations. Mais c'est le temps de l'ins-truction qui nous l'impose. Avant de nous délivrer les autorisations, qui peuvent prendre deux ans, l'Etat veut s'assurer que l'on ne déplace pas le problème qu'on cherche à résoudre.* »

Sur le littoral, le Pôle Métropolitain Côte d'Opale (PMCO) accompagne les territoires, tout en sensibilisant élus et concitoyens des 11 intercommunalités qu'il réunit. Depuis deux ans (seulement !), ce syndicat mixte, créé il y a 50 ans, intègre le changement climatique à ses discussions. Objectif : « *établir un état des lieux sur les thématiques de l'eau, des sols ou de l'urbanisme pour identifier les trous dans la ra-*



"L'ÉTAT VEUT S'ASSURER QUE L'ON NE DÉPLACE PAS LE PROBLÈME QU'ON CHERCHE À RESOUDRE"

**Alain Blondeau,**  
MEL

quette », détaille son vice-président Christian Leroy. Bien qu'« *il n'existe pas de solution miracle*, admet Olivier Caillaud, ingénieur au PMCO, *on dispose de plusieurs solutions adaptées aux spécificités de chaque territoire* ». Au sud de Wissant par exemple, la Ville renforce ses dunes avec du sable pour éviter la submersion de ses lotissements. A Ault dans la Somme, aidée par la Région à hauteur de 8 M€ environ, la municipalité s'équipe d'infrastructures pour gérer les eaux pluviales acides qui accélèrent l'érosion de ses falaises. Par ailleurs, la construction des nouveaux logements publics dans l'arrière-pays est devenue la règle. A l'inverse, certains privés continuent de faire pousser des programmes un peu partout sur le littoral, pourtant en proie aux plus grands risques. « *Pour l'instant rien dans la loi n'interdit ces constructions* », regrette Olivier Caillaud.

### RÉUTILISATION DES EAUX USÉES

Veolia Eau accompagne quant à elle les collectivités dans la préservation de la ressource en eau potable. En développant par exemple des technologies comme des capteurs acoustiques capables de détecter les fuites sur les réseaux. « *Avec la multiplication des grands froids et de dégels rapides, les casses se multiplient*, explique Didier Benard, Dg régional. *Le rendement de notre réseau est de 80% en moyenne. Il nous faut limiter ces 20% perdus grâce aux nouvelles technologies et à la sensibilisation à la sobriété dans les usages.* »

La filiale de Veolia entend aussi accélérer dès cet été l'utilisation des eaux usées traitées. Les stations d'épuration de Mazingarbe et de Loison-sous-Lens réutilisent déjà ces eaux non conventionnelles dans leur processus de fonctionnement. Etape suivante : le lancement d'une expérimentation sur la station d'épuration de Marquette-lez-Lille qui consistera à l'irrigation *in situ* de certaines cultures maraîchères.

Veolia Eau serait prêt à passer la surmultipliée avec cette technique maîtrisée de longue date. Mais passer à la vitesse supérieure requiert un feu vert des pouvoirs publics qui se fait attendre. Or l'enjeu est loin d'être anecdotique : en Espagne, 14% des eaux non conventionnelles sont déjà réutilisées, contre... 0,8% dans l'Hexagone !

Dans la course contre la montre de l'urgence climatique, le temps long des procédures administratives à la française gagnerait sans doute à être écourté ■

## ALERTE ROUGE SUR LA FORÊT DE CHANTILLY

La situation est devenue alarmante et l'hécatombe est proche. Selon l'Institut de France, propriétaire du Domaine de Chantilly, 47 000 arbres répartis sur les 6 300 hectares de forêt, seraient menacés de disparition. Le coupable est bien identifié : le réchauffement climatique, à l'origine de sécheresses à répétition, mais aussi de la multiplication d'insectes invasifs, des hannetons notamment. Bref, un « *concentré des dangers guettant les massifs français* », comme le résumait Daisy Copeaux, ingénieur forestier du Domaine, à l'occasion du lancement, en avril 2021, d'une étude inédite menée avec l'Inrae. 3 M€ doivent y être consacrés sur trois ans pour permettre à une cinquantaine de chercheurs de mesurer précisément le phénomène, mais aussi d'apporter des réponses, l'implantation de nouvelles essences plus résistantes notamment. L'enjeu est autant écologique qu'économique. A elles seules, les ventes de bois de la forêt rapportent 1,2 M€ de revenus annuels, auxquels s'ajoutent les retombées touristiques. Chaque année, le Domaine attire plus de 450 000 visiteurs ■ **G.R.**

## CARRÉ TESTE L'AGRICULTURE DE DEMAIN DANS SA FERME PILOTE

L'agriculture est en première ligne face au changement climatique. Depuis 2015, le groupe familial de négoce en céréales Carré déploie une ferme pilote à Gouy-sous-Bellonne.



Contrairement à nos cours d'eau, Philippe Touchais est intarissable. Cet ingénieur agro est le directeur innovation et développement du groupe Carré (190 salariés, 300 M€ de CA). C'est lui qui pilote, à quelques encablures du siège du groupe dans le Douaisis, une ferme pilote de 190 ha qui a vocation à multiplier les essais pour offrir aux agriculteurs des solutions leur permettant de produire mieux, davantage et de façon plus rentable, et pour les former (200 par an). Vers une agriculture plus durable et résiliente face à des enjeux croissants. « *Ca bouge vite et fort, il faut anticiper pour les clients comme pour nous ce qui va se passer demain* », explique-t-il. Sa petite équipe de 5 personnes œuvre dans plusieurs directions, de l'agriculture de précision à l'adaptation aux contraintes de l'eau (micro-irrigation, fertigation...), en passant par le développement de solutions combinées (naturelle, chimie de synthèse et bonnes pratiques) ou celui de nouvelles filières et de nouvelles méthodes culturales, tel ce pulvérisateur capable de reconnaître les mauvaises herbes et de ne traiter que les zones utiles ou ce scanner de sol permettant d'en connaître les carences. Ou encore la plantation de couverts végétaux entre deux cultures, permettant de maintenir la vie micro-animale et donc le taux de matière organique, un facteur de résistance à la sécheresse. Autant de pistes en innovation ouverte, articulées avec l'écosystème régional (ISA, Uni-LaSalle, Euratech, pôles de compétitivité...). La ferme, bardée de capteurs, multiplie les essais sur des microparcelles. Certains portent par exemple sur la culture de nouvelles essences comme le soja encore quasi absent de la région, demain du tournesol, face aux problématiques du climat. « *Nous avons des partenariats avec les semenciers. Avant, on ne regardait que la productivité, la tolérance aux maladies mais pas le stress hydrique ou thermique. Tous les acteurs regardent aujourd'hui ces sujets avec attention car le changement climatique donne aussi des ouvertures, des possibilités qu'il faut savoir saisir* ».

Pour les lecteurs intéressés, la ferme pilote organise une journée portes ouvertes le 22 juin ■ **F.P.**

## QUESTIONS À... PATRICIA LAVOCAT GONZALES, DG DE GROUPAMA NORD-EST



### Comment le changement climatique impacte-t-il votre activité d'assureur ?

Les chiffres du secteur de l'assurance parlent d'eux-mêmes : entre 2012 et 2016, le coût global des aléas climatiques a atteint 2 Mds€. Il a doublé entre 2016 et 2021. Puis, nous avons connu une rupture avec un coût global qui a atteint les 10 Mds€ pour la seule et même année 2022 ! Ces hausses de coûts de manière générale s'expliquent par deux phénomènes. Ces aléas climatiques sont de plus en plus fréquents sur une année et de plus en plus intenses. En Hauts-de-France, on se rappelle de la tempête Eunice en février 2022 qui a été d'une ampleur considérable. Groupama Nord-Est a enregistré plus de 10 000 dossiers à la suite de cet épisode. Pour nous, cette tempête a été comparable à celle de 1999.

## "LES ALÉAS CLIMATIQUES ONT COÛTÉ 10 Mds€ EN 2022"

### Comment tenez-vous le choc financièrement ?

En tant qu'assureur, on se doit d'accompagner nos sociétaires dans un temps très court et d'être capable en interne d'absorber le flux d'activité engendré. Comme les collègues, les aléas nous coûtent de plus en plus cher, c'est indéniable. En 2021, nous avons versé 296,4 M€ d'indemnités, contre 259 M€ l'année précédente.

Nous avons deux façons de limiter les effets de hausse. La prévention, d'abord. Nous sensibilisons nos sociétaires par SMS sur l'événement climatique à venir s'ils sont domiciliés dans une zone jugée à risque. Afin qu'ils prennent toutes leurs précautions de protection. En interne, on réfléchit avec le secteur du bâtiment aux différentes techniques de réparation et construction moins coûteuses et plus adaptées à chacun de nos territoires. Et on s'informe continuellement sur les mesures à prendre en cas de gel, inondations, sécheresse et vents violents. Enfin, comme tout assureur, on cède une partie de nos sinistres aux réassureurs pour ne pas plomber nos comptes d'exploitation.

### Au vu des coûts colossaux, c'est un bras de fer permanent et de plus en plus compliqué avec vos réassureurs...

Il est vrai qu'ils interviennent plus souvent et sur des sommes toujours plus importantes qu'ils répartissent sur le marché mondial. Sauf que le changement climatique concerne tous les continents. Les équilibres d'hier des réassureurs ne sont plus ceux d'aujourd'hui. Ils renvoient fréquemment leurs programmes. Ce qui pèse effectivement sur le marché de l'assurance. Ce sont des discussions permanentes. Car moins de sinistres confiés aux réassureurs, ce sont plus de charges sur nos comptes et donc une hausse de la tarification des sociétaires en bout de chaîne ■ **Recueilli par J.K.**

ZONES EXPOSÉES À L'ÉLEVATION DU NIVEAU DE LA MER À MARÉE HAUTE (SOURCE BRGM)

Zones exposées à la submersion marine



Face à ces défis, les communes sont bien désarmées. Ault, comme Saint-Quentin ou Cayeux-sur-Mer, se sont certes dotées de Plans de prévention des risques (PPR) qui, adossés aux plans d'urbanisme, rendent déjà très restrictives les possibilités de construction. Mais comment lutter efficacement contre l'inexorable ? Jusqu'à présent, les seules solutions mises en œuvre ont consisté, du Tréport à Cayeux-sur-Mer, à construire des épis en béton, opérer des rechargements de galets ou construire des digues de sable. A eux seuls, les travaux à entreprendre dans la zone Bresle-Somme-Authie pour lutter contre la submersion marine sont estimés par les collectivités à 64 M€. Au Crotoy, les travaux à engager pour protéger la ville, prévus à partir de 2025 - si les financements sont réunis - dépassent déjà les 20 M€.

#### TRAVAIL DE SISYPHE

Les collectivités, dont les finances sont à l'os, n'auront sans doute pas toutes les moyens de mener ce travail de Sisyphe. Pas plus que l'Etat, dont la stratégie s'oriente désormais vers « un recul stratégique », c'est-à-dire un abandon pur et simple des zones les plus menacées. Un argument difficile à entendre pour les élus locaux, pris en tenaille entre la protection des habitants et le nécessaire développement économique, touristique notamment. Plus de 70 000 habitants résident sur la Côte picarde. Au plan national, pas moins de 50 000 logements pourraient être menacés par l'avancée de la mer, d'ici 2 100 ■ **Guillaume Roussange**

## ÉROSION DU TRAIT DE CÔTE: LA QUADRATURE DU CERCLE

Comme tout notre littoral régional, la côte picarde est menacée par l'avancée de la mer, face à laquelle les communes sont bien désarmées.

L'été dernier, un éboulement a fait bouger une route d'une quinzaine de centimètres. A Saint-Quentin en Tourmont, le risque est moins immédiat, mais avec l'accélération du réchauffement climatique, le menace de submersion doit être anticipée. Ces exemples sont loin d'être isolés. Le bureau d'études Géodunes, qui a suivi 16 sites, de la baie d'Authie à la frontière belge, a révélé que la moitié d'entre eux avaient subi un recul du trait de côte en dix ans.

En mai dernier, le gouvernement dévoilait la liste des 126 communes françaises, dont l'adaptation à l'érosion du littoral est jugée prioritaire. Parmi elles deux picardes : Ault, connue pour ses magnifiques falaises, et Saint-Quentin en Tourmont, au nord de la Baie de Somme, dans le Marquenterre. Injonction leur est faite de se doter du fameux "plan de prévention des risques littoraux", une cartographie prédictive de l'évolution du trait de côte, à 30 et 100 ans, conditionnant les futurs aménagements. La menace est sérieuse. En un siècle, la falaise d'Ault a reculé de plusieurs dizaines de mètres.



# RETROUVEZ LES ANCIENS NUMÉROS D'ÉCO121 !



N°72    N°73    N°74    N°75    N°76    N°77    N°78



N°79    N°80    N°90    N°92    N°93    N°94    N°100



N°103    N°104    N°105    N°106    N°107    N°108    N°109



N°110    N°120    N°123    N°124    N°125    N°126    N°127

## Bon de commande

Je souhaite recevoir le(s) ancien(s) numéro(s) suivant(s) :

- |                               |                               |                                |                                |                                |                                |
|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| <input type="checkbox"/> n°76 | <input type="checkbox"/> n°85 | <input type="checkbox"/> n°94  | <input type="checkbox"/> n°102 | <input type="checkbox"/> n°111 | <input type="checkbox"/> n°120 |
| <input type="checkbox"/> n°77 | <input type="checkbox"/> n°86 | <input type="checkbox"/> n°95  | <input type="checkbox"/> n°103 | <input type="checkbox"/> n°112 | <input type="checkbox"/> n°121 |
| <input type="checkbox"/> n°78 | <input type="checkbox"/> n°87 | <input type="checkbox"/> n°96  | <input type="checkbox"/> n°104 | <input type="checkbox"/> n°113 | <input type="checkbox"/> n°122 |
| <input type="checkbox"/> n°79 | <input type="checkbox"/> n°88 | <input type="checkbox"/> n°97  | <input type="checkbox"/> n°105 | <input type="checkbox"/> n°114 | <input type="checkbox"/> n°123 |
| <input type="checkbox"/> n°80 | <input type="checkbox"/> n°89 | <input type="checkbox"/> n°98  | <input type="checkbox"/> n°106 | <input type="checkbox"/> n°115 | <input type="checkbox"/> n°124 |
| <input type="checkbox"/> n°81 | <input type="checkbox"/> n°90 | <input type="checkbox"/> n°99  | <input type="checkbox"/> n°107 | <input type="checkbox"/> n°116 | <input type="checkbox"/> n°125 |
| <input type="checkbox"/> n°82 | <input type="checkbox"/> n°91 | <input type="checkbox"/> n°100 | <input type="checkbox"/> n°108 | <input type="checkbox"/> n°117 | <input type="checkbox"/> n°126 |
| <input type="checkbox"/> n°83 | <input type="checkbox"/> n°92 | <input type="checkbox"/> n°101 | <input type="checkbox"/> n°109 | <input type="checkbox"/> n°118 | <input type="checkbox"/> n°127 |
| <input type="checkbox"/> n°84 | <input type="checkbox"/> n°93 | <input type="checkbox"/> n°102 | <input type="checkbox"/> n°110 | <input type="checkbox"/> n°119 | <input type="checkbox"/> n°128 |

Au prix de :

1 numéro ..... 3€00

2 numéros ..... 2€50 l'unité

3 numéros et au-delà ..... 2€00 l'unité

+ Frais de port (jusqu'à 3 ex. au-delà, nous consulter) 3€50

Soit au total : €

Vos coordonnées :

NOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

TÉL. \_\_\_\_\_

Règlement

Par chèque à l'ordre de ECOPRESSE

Par virement : Banque Caisse d'Épargne

LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

ENVOYEZ À : **Ecopresse - Riveo - 300 rue de Lille - 59520 Marquette-Lez-Lille**



# LA RÉGION SE DOTE D'UNE FEUILLE DE ROUTE ÉCONOMIQUE POUR SIX ANS

Transformer et accélérer l'économie des Hauts-de-France : c'est le défi pour le moins ambitieux que veut relever le nouveau schéma de développement économique d'ici à 2028.

Le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), en français la nouvelle feuille de route économique de la Région, a été formellement lancé en séance plénière le 9 mars, au terme d'une série de consultations et contributions. Soit six grands axes déclinés en 58 objectifs : une collectivité au service des entreprises, qui déploie la démarche rev3 à 360 degrés, qui veut soutenir l'innovation, renforcer l'internationalisation des entreprises, des filières et des territoires, entend développer son attractivité, et partager sa feuille de route avec les territoires. Avec en toile de fond l'ambition non plus d'une transition mais d'une transformation de l'économie régionale.

Débarassé des oripeaux de sa candidature à la présidentielle, Xavier Bertrand remet plein cap sur l'avenir économique d'une région désormais bien installée depuis 2016 dans son nouveau périmètre. Pour lui, fini le « B to B », vive le « B to C », la Région change aussi de dimension. « *Maintenant, on parle à tout le monde. En six ans, 2 millions de personnes auront été aidées très directement par la Région* », pointe-t-il.

## NOUVEAU VOLONTARISME

Le SRDEII est une suite d'intentions louables, c'est la nature de l'exercice. Mais sera-t-il capable de redonner une vraie impulsion sur les points faibles de notre économie, à commencer par l'innovation ou l'international ? Concernant le premier enjeu, la Région entend repositionner l'agence Hauts-de-France Innovation Développement. Celle-ci a déjà accompagné 540 projets en 2021, contribuant à la création de 430 emplois. « *Au cours*

*des six prochaines années, les dispositifs de soutien aux entreprises et aux entrepreneurs seront rendus plus performants* », promet le schéma. Xavier Bertrand veut transformer l'agence en une véritable « *gare de triage des entreprises* », chef de file pour l'économie de l'innovation. « *La dispersion du système d'acteurs nuit à l'efficacité collective* », considère le SRDEII, qui en appelle à l'émergence d'un consortium de structures, qui pourront proposer aux entreprises plusieurs outils, un parc d'innovation, lieu d'incubation et d'accélération, un centre technique, et un pôle de compétitivité. L'arrivée d'un nouveau président à la tête de HDFID, Bruno Desprez (dirigeant du groupe éponyme), doit aussi incarner ce nouveau volontarisme.

Côté international, si la Région s'enorgueillit d'être parmi les premiers territoires en matière d'accueil d'investisseurs étrangers (8 437 emplois générés ou sauvegardés en 2022), et numéro un en matière industrielle, sa performance à l'export est médiocre. Le SRDEII pose les bases d'une nouvelle stratégie pour permettre « *aux acteurs de l'invest, du trade et de la diplomatie économique de mieux travailler ensemble* », au profit d'une meilleure efficacité collective.

Au-delà de ce document obligatoire de planification, pas vraiment sa tasse de thé, Xavier Bertrand martèle sans cesse sa volonté de se battre sur tous les dossiers. Tout en tentant d'assouplir les contraintes nationales telle le Zéro Artificialisation Nette (ZAN), alors que le canal Seine Nord est appelé à consommer à lui seul des surfaces importantes. Reste à « *délivrer* » désormais, pour reprendre la formule du président de Région ■ **O.D.**



## LOGEMENT NEUF : APRÈS LE REBOND, L'EFFONDREMENT

La guerre en Ukraine aura profondément jugulé le marché du logement neuf des Hauts-de-France. Le ramentant, à bien des égards, et après quelques semaines d'euphorie, à son niveau de 2020 plombé par la crise sanitaire. Entre baisse du pouvoir d'achat, envolée du coût des crédits et du prix des biens, l'inquiétude grimpe chez les acquéreurs. Et les professionnels du secteur.

La conjoncture aura eu raison du volume des réservations de logements neufs en 2022 : -32% sur un an, d'après le bilan annuel de l'observatoire du Cecim Nord. Les réservations dans le collectif reculent de 19% et de 58% pour les maisons individuelles groupées, constate Sébastien Beurel, vice-président du Cecim Nord et Dg de Nacarat. Soit au global, 2 070 réservations perdues sur l'année. La contraction de ces réservations couplée à celle des mises en vente (-16%) ont entraîné une hausse de 13% de l'offre disponible l'an dernier. A l'échelle des départements, le Nord reste celui qui concentre la majorité des réservations. Même si les volumes y ont reculé de 10% en 2022. Contrairement

au Pas-de-Calais et à la Somme qui gagnent respectivement +4% et +6%.

Côté prix de vente moyen, celui-ci poursuit son ascension en Hauts-de-France. Dans le collectif, il grimpe de 5,5% à 3 861 €/m<sup>2</sup>. C'est +4,2%, à 3 325 €/m<sup>2</sup>, pour les maisons individuelles groupées. Dans les résidences hors tourisme, le prix de vente explose : +12,4% pour atteindre 5 108€ du m<sup>2</sup>.

### COUP DE FREIN SUR LE SCOT DE LILLE

La locomotive régionale ne déroge pas à la règle et s'affiche elle aussi en perte de vitesse. « Une tendance à la démetropolisation se dessine clairement, observe Sébastien Beurel. L'intérêt pour les agglomérations en dehors du SCOT de Lille est grandissant ». Ce dernier — qui comprend les 95 communes de la MEL et celles de la Communauté de communes Pévèle-Carembault -, ne pèse désormais « que » 54% des réservations régionales, contre 66% en 2021. L'an dernier, le logement collectif a vu ses réservations chuter de 30%, ses mises en vente de 16% et son offre disponible grimper de 11%.

RÉGION. Le dynamisme observé début 2022 n'a pas perduré. Résultat : l'exercice s'est achevé avec des mises en ventes et des réservations sur le marché du neuf en berne. Tandis que les prix continuent de flamber.

"L'INTÉRÊT POUR LES AGGLOMÉRATIONS EN DEHORS DU SCOT DE LILLE EST GRANDISSANT"  
SÉBASTIEN BEUREL  
CECIM NORD

Pas de surprise pour les prix de vente. Ceux-ci suivent la tendance générale à la hausse : 7% supplémentaires sur un an dans le SCOT de Lille, soit 4 005€ TTC le m<sup>2</sup>. Dans le détail, seul le Territoire lillois (Lille, Lomme, Hellemmes) diminue de 2%. La plus forte hausse s'observe sur le Territoire roubaisien (Roubaix, Hem, Wattrelos entre autres) avec +12%, suivi du Territoire Est (Villeneuve d'Ascq, Willems ou encore Sainghin-en-Mélantois) avec +11% et de la Couronne Nord (Wambrechies, Marquette ou Lambersart) avec +10% sur les prix de vente moyen. Pour autant, malgré cette flambée des prix, la métropole de Lille reste la moins chère de France.

Au vu des éléments conjoncturels actuels, et le rythme d'activité observé début 2023, les professionnels du secteur ne s'attendent pas à une évolution favorable du marché dans les mois à venir. « L'année sera difficile pour les opérateurs, estime Jean-Michel Sède, président du Cecim Nord. L'activité devrait être nettement en retrait » ■

Julie Kiavué



## VNF INJECTE 63 M€ DANS LE RÉSEAU NORDISTE

Voies Navigables de France a budgété un volume de 63 M€ d'investissements sur son réseau fluvial du Nord et du Pas-de-Calais en 2023. Cette enveloppe permet de poursuivre l'avancement de plusieurs chantiers lourds comme l'allongement de l'écluse de Quesnoy-sur-Deûle (43 M€), la remise navigation du canal transfrontalier Condé-Pommereul (77 M€), le recalibrage de la Deûle (63 M€), ou encore le recalibrage de la Lys mitoyenne entre France et Belgique (150 M€). VNF a dans le viseur la réalisation du projet transnational Seine-Escaut mais aussi la régénération et la modernisation des infrastructures (par exemple avec le déploiement de la fibre optique) et la sécurisation de la ressource en eau.

## VERS UNE FILIÈRE DE RECYCLAGE DES EPI ?

Ecopal, association dunkerquoise spécialiste d'écologie industrielle (100 entreprises adhérentes) lance une vaste étude sur trois ans pour évaluer la faisabilité de création d'une filière de valorisation des Equipements de Protection Individuelle (EPI). Curieusement, hormis une filière spécifique pour les chaussures de sécurité, rien n'existe actuellement sur ce marché qui représente 1,5 md€ d'équipements par an en France. L'étude couvrira prioritairement les EPI textiles et plastiques (vêtements de travail, lunettes, casques, chaussures...). Une campagne de tests techniques sera menée après avoir quantifié le potentiel d'EPI à valoriser. L'initiative s'inscrit dans le dispositif « Territoires d'innovation » soutenu par la Banque des territoires.



## Le réseau de chaleur d'Amiens voit plus grand

Amiens Energie, première société d'économie mixte à opération unique à vocation énergétique, pousse plus loin le curseur de son réseau de chaleur. Franck Lacroix, directeur général adjoint d'Engie, actionnaire principal de la SEMOP, Brigitte Fouré, maire de la ville et Olivier Camau, directeur régional de la Banque des territoires, ont signé le 17 mars la création d'une seconde chaufferie biomasse de 14 Mw au sud de l'agglomération et de 25 km de réseau vertueux, au profit de 9 000 équivalents logements de plus. Un investissement de 48 M€ qui s'ajoute à l'investissement initial de 92 M€. Le taux d'énergies renouvelables et de récupération sera porté ainsi de 60 à 72%. Le réseau couvrira à terme 26 800 équivalents logements.

## Le futur centre nautique Bollaert à Lens, modèle de sobriété...

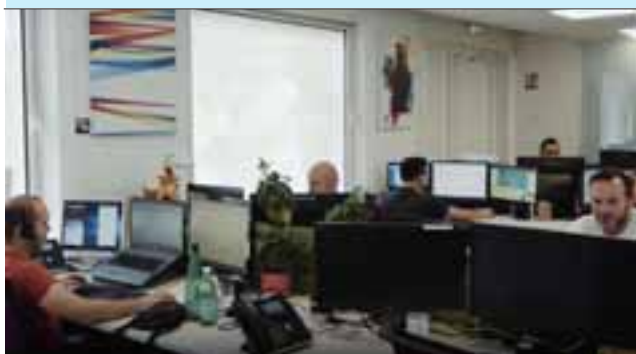
C'est cet été que doit ouvrir le nouveau centre aquatique du stade Bollaert, à Lens. Un chantier de 30 M€ porté par la ville et qui se veut un modèle de performance énergétique et de modernité. Doté de récupération d'eau des bassins, d'une isolation végétale, de panneaux photovoltaïques, le bâtiment de 6 500 m<sup>2</sup> sera connecté au réseau de chaleur de la ville alimenté au bois. Le complexe comprendra trois bassins dont un bassin olympique de 50 mètres, un second de 25 mètres et un dernier de type aqualudique.





## GROUPE POSITIVE ACQUIERT L'ITALIEN 4DEM

Nouvelle acquisition pour Groupe Positive (ex Sarbacane), cette fois en Italie. L'éditeur de logiciels de communication digitale basé à Hem acquiert la société turinoise 4Dem, présentée comme le numéro deux transalpin dans son domaine, avec un portefeuille de 4 000 entreprises clientes. La société compte 17 salariés. Son chiffre d'affaires n'est pas révélé. Cette acquisition conforte la dimension européenne de Groupe Positive qui avait déjà pris le contrôle de l'allemand rapidmail, et qui est présent en Espagne depuis 2011. Le dirigeant-fondateur de 4Dem Paolo Errico rejoint l'actionnariat de Positive et est appelé à porter la stratégie du groupe en Italie. Rappelons que le groupe nordiste a mené à bien deux levées de fonds importantes entre 2020 et 2022, pour un total de 133 M€. Son dirigeant Mathieu Tarnus vise un chiffre d'affaires de 100 € à horizon 2026.



## ADISTA PREND PIED À LILLE

L'opérateur de services hébergés adista, filiale du groupe *inherent*, s'offre une agence à Lomme, inaugurée le 30 mars en présence du directeur général Pierre Pfister. Située à proximité d'Euratech, la nouvelle entité comprend 25 salariés. *inherent* se présente comme le premier opérateur cloud et connectivité alternatif en B to B, avec 1 000 collaborateurs et un chiffre d'affaires de 230 M€ en 2022.

## BTP : Le groupe Battais réorganise son capital

Spécialisé dans la couverture et la charpente-menuiserie de monuments historiques et de patrimoines anciens, le groupe Battais rebat les cartes de son capital. A travers cette opération, le nouveau président Christophe Mucciante monte significativement, accueille "*de nouvelles générations de salariés*" en lieu et place de certains actionnaires historiques. De son côté, Nord Capital Investissement réinvestit. En 2017, la SCR avait accompagné les familles fondatrices à reprendre le contrôle de l'entreprise. Fondée en 1950 et basée à Haubourdin, celle-ci emploie 95 salariés pour environ 12 M€ de chiffre d'affaires réalisés exclusivement en région. Parmi ses réalisations, citons par exemple le Palais de la Bourse et celui des Beaux-Arts à Lille, la Cathédrale de Bourges ou encore l'église Saint Amand de Bailleul.



## LE SPÉCIALISTE DU CAOUTCHOUC RACLOT DEVIENT ALLEMAND

Basé à Chaumont-en-Vexin (Oise), Raclot, spécialiste de composants en caoutchouc pour l'industrie (plaques en caoutchouc cellulaire, joints et des pièces en caoutchouc extrudés...), est racheté par l'allemand Meteor. Ce dernier est aussi spécialisé dans les produits en caoutchouc, mais exclusivement pour le marché automobile. Repris il y a dix ans via un LBO par Guy de Bruille, Raclot emploie une quarantaine de salariés dans son usine, construite en 2018 sur la zone du Moulin. Sous sa direction, l'entreprise s'est fortement tournée vers l'international, où elle réalise aujourd'hui la moitié de son chiffre d'affaires, près de 6 M€ au total. Détenue par le fonds allemand Aequita depuis 2020, Meteor signe avec cette opération sa première implantation dans l'Hexagone.

# CERELIA COUPE LE RUBAN DE SA NOUVELLE USINE

**SAINT-LAURENT-BLANGY.** La nouvelle usine du fabricant de pâtes à pizzas est bien plus qu'un simple déménagement de Liévin, mais un gros coup d'accélérateur vers l'avenir.

L'usine ne tourne encore qu'au quart de son potentiel. Soit un rythme annuel de 20 000 tonnes. Elle doit atteindre 60 000 tonnes dès la fin 2024 avant de monter encore en régime. Le nouvel écrin que s'est offert Cerelia, numéro un européen de la pâte à pizza et à tarte, est loin d'être un simple transfert de ses anciennes installations de Liévin, qui tournent d'ailleurs encore, jusqu'au déménagement complet. Sans possibilités d'extension sur place, Cerelia a trouvé dans un périmètre proche une solution qui lui permet de plus que tripler sa surface mais aussi d'accueillir un centre de R & D ainsi que le siège du groupe et une plateforme logistique. Son président Guillaume Reveilhac a inauguré en grande cérémonie le nouveau site le 16 mars, en présence de Xavier Bertrand, Frédéric Leturque, président de la communauté urbaine d'Arras, le préfet du Pas-de-Calais et la totalité du personnel ce nouveau site qui aura nécessité 60 M€ d'investissement et 18 mois de travaux. Dont une contribution de 1,5 M€ des pouvoirs publics. La nouvelle entité, qui s'étend sur 33 000 m<sup>2</sup> bâtis sur un terrain de 9 hectares, permet de générer 185 emplois de plus par rapport à l'usine de Liévin pour atteindre à terme 470 salariés : 95 en production et en R&D, 50 pour le centre logistique et 40 pour le siège.

Cerelia Saint-Laurent-Blangy a débuté l'été dernier avec deux premières lignes mais elle en comptera 12 à terme.

L'usine arrageoise a déjà implanté quatre lignes de production. A terme, elle en comptera 12.

L'une des nouvelles productions que va accueillir le site est celle de pâtes à viennoiseries, jusqu'à présent réalisées en Grèce.

## SOUVERAINNETÉ

« On participe à la souveraineté en France, à la réindustrialisation et à la relocalisation », s'est exclamé Bernd Homann, directeur général de Cerelia France, lors de l'inauguration.

Le groupe poursuit en parallèle de son projet français un développement accéléré aux Etats-Unis où il vient de se doter de deux usines en deux ans, avec l'ambition de monter en puissance très

## Cerelia en bref

CHIFFRE D'AFFAIRES 2022: 600 M€ DONT 25% EN FRANCE

EFFECTIF: 2 000

DONT 1 600 DEVENUS ACTIONNAIRES

ACTIONNAIRE MAJORITAIRE: ARDIAN

12 USINES DANS 7 PAYS

INVESTISSEMENT INDUSTRIEL: 250 M€ EN QUATRE ANS DONT 60 M€ À ARRAS

MARQUES: CROUSTIPÂTE, ENGLISH BAY BAKERY, KNACK & BACK, NOTAMMENT



vite. Guillaume Reveilhac, président-fondateur du groupe, espère porter à 50% la part de l'activité réalisée outre-Atlantique. Né en 2012 de l'acquisition d'Eurodough puis de sa fusion avec l'Alsacienne de Pâtes Ménagères, Cerelia a réalisé en 2022 un chiffre d'affaires de 600 M€ (contre 25 M€ en 2010). Le groupe table sur un volume de ventes de 800 M€ cette année avec ses 2 000 salariés ■ O.D.

Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées dans la région représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 100 M€. L'équipe régionale accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.



## EN BREF

### Compostage micro-industriel

La société Nord Compost a mis en service en janvier 2022 une première unité micro-industrielle de compostage (UMIC) de biodéchets à Santes. Agréée pour l'hygiénisation et le compostage des sous-produits animaux, l'installation offre une solution pour les acteurs économiques soumis à de nouvelles obligations en terme de valorisation de leurs biodéchets. Elle prend le relais d'un démonstrateur situé à Saint-Sauveur et permet de monter en puissance : d'ici la fin 2025, Nord Compost prévoit de mettre en place 5 UMIC, soit un potentiel de 3 650 tonnes (équivalent à 5% de la production des ménages et des professionnels sur la métropole lilloise), et la production parallèle de près de 2 000 tonnes de compost et 200 ha de terres amendées.

### Agriflandre Energie « hygiénise »

Agriflandre Energie est une SARL basée à Resnecure, qui exploite une unité de méthanisation en cogénération depuis 2014, notamment à partir des déchets de légumes des usines voisines Bonduelle et Wostin. Elle franchit une nouvelle étape en implantant une unité de déconditionnement et d'hygiénisation. Il s'agit dans un premier temps de séparer la partie organique du contenant. La seconde étape consiste à hygiéniser la partie organique (pour des raisons sanitaires) de façon à les incorporer dans le méthaniseur.

### Appel à projet recyclage matière

L'ADEME lance un appel à projet « ORMAT » (Objectif Recyclage MATières), à travers son fonds Economie circulaire. Objectif : soutenir financièrement la production de matières premières de recyclage (MPR) et leur incorporation dans leurs produits par les transformateurs et metteurs en marchés. L'appel à projet s'adresse donc notamment aux préparateurs en charge du sur-tri et de la préparation des déchets après leur collecte et premier tri, aux régénérateurs ou recycleurs, aux transformateurs voulant incorporer des MPR dans leur produits. Deux échéances sont prévues, le 1er juin et le 2 octobre. Toutes les infos sur <https://agirpoulatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres/> Contacts : [camille.bouvet@ademe.fr](mailto:camille.bouvet@ademe.fr) (plastiques) et [francois.humbert@ademe.fr](mailto:francois.humbert@ademe.fr) (autres filières)



## BIODÉCHETS : EN PRODUIRE MOINS, LES VALORISER MIEUX

Le citoyen est sensibilisé depuis longtemps au geste de tri de ses déchets organiques. Les entreprises un peu moins. Si les producteurs de plus de 10 tonnes de biodéchets par an avaient obligation de trier et valoriser depuis la loi Grenelle 2 du 12/07/2010, seuil descendu à 5 tonnes par la loi AGECE du 10/02/2020, c'est l'ensemble des acteurs économiques qui sera concerné par le tri à la source à partir du 1er janvier 2024. « Ce sont de nouvelles habitudes à intégrer dans le monde de l'entreprise, que beaucoup ont déjà anticipées. Si le geste de tri pour les recyclables (emballages, papiers...) est mis en oeuvre en revanche pour les biodéchets les pratiques doivent être davantage développées. Le plus difficile est de définir qui va collecter et traiter », analyse Marie Tison, coordinatrice du pôle Economie circulaire à l'ADEME ([marie.tison@ademe.fr](mailto:marie.tison@ademe.fr)). Si l'obligation est générale, elle concerne particulièrement les entreprises de restauration collective, les restaurants et traiteurs, les distributeurs et producteurs de denrées alimentaires.

La valorisation passe pour l'essentiel par deux voies, la méthanisation et le compostage. Les unités de méthanisation se sont développées dans les Hauts-de-France pour atteindre aujourd'hui 158 unités, avec une dominante

très agricole. « On demande aujourd'hui aux porteurs de projets que nous accompagnons d'étudier le gisement de biodéchets aux alentours, notamment en collaboration avec les collectivités ou les industriels. Le fonctionnement global d'une unité de méthanisation doit intégrer une approche d'économie locale et circulaire valorisant en priorité les déchets du territoire dont les déchets alimentaires. », pointe Marie Tison. De surcroît, les biodéchets ont un pouvoir méthanogène intéressant en complément des autres intrants pour garantir un biogaz de qualité.

Ce cercle vertueux a déjà été mis en place dans des opérations exemplaires à l'exemple d'Agri-landres (lire ci-contre), en partenariat avec Bonduelle. Côté compostage, des dispositifs se mettent en place comme NordCompost (lire ci-contre) dont le modèle pourra se dupliquer. Un projet est déjà en cours à Roubaix, un autre en perspective à Valenciennes.

Mais au-delà de cette valorisation, l'ADEME préconise aussi la prévention, par la réduction des gaspillages dans une approche collective et territoriale. Une préoccupation de sobriété qui rencontre un intérêt grandissant des acteurs économiques dans le contexte d'inflation des coûts voire des difficultés d'approvisionnement ■



## CHARLET REPART SOUS L'ÉGIDE DE STÉPHANE JEAN-BAPTISTE

Les 220 salariés repris ainsi que l'ensemble des activités du groupe et la rentabilité dans un an. Voilà le pari de Stéphane Jean-Baptiste, dont l'offre de reprise du négociant en fruits et légumes Charlet a été retenue le 22 mars par le tribunal de commerce de Lille Métropole. Un homme du métier – il a travaillé dix ans chez Pomona – qui connaît très bien cette entreprise qui fête ses 75 ans cette année pour l'avoir dirigée depuis plus de deux ans. C'est lui qui avait engagé son redressement suite à la prise de contrôle par le groupe coopératif AdVitam, qui en avait pris le contrôle fin 2020. Mais, confronté à la crise agricole et celle du pouvoir d'achat, le groupe arrageois a dû faire machine arrière sur ses perspectives de développement en circuit court, en arrêtant de nombreux magasins Prise Direct'. Une décision qui a en parallèle fermé des débouchés pour Charlet, dont la holding a dû déposer le bilan, à la grande surprise du directeur général. Le groupe avait toutefois perdu 2,5 M€ en 2021 et demeurait déficitaire.

### « J'AI PRIS MA DÉCISION EN TRENTE SECONDES »

Mais il n'aura pas fallu longtemps pour trouver une solution et relancer l'entreprise. Le retrait d'un premier candidat parisien a poussé Stéphane Jean-Baptiste à se jeter à l'eau. « *J'ai pris ma décision en trente secondes* », raconte-t-il. En revanche, il a ensuite pris le temps d'assurer ses arrières pour bâtir « *un projet solide, viable et financé* », « *qui garde l'ADN familial* », et de surcroît soutenu par les salariés. Un financement de quelque 3,5 M€ assuré par un montage bancaire et complété par la cession du bâtiment, dont le groupe demeurera locataire ; un soutien maintenu par AdVitam qui s'engage à faire appel à Charlet pour alimenter ses points de vente (notamment Gamm Vert) ; un soutien de la filière via le réseau national des distributeurs de fruits et légumes CRENO ; enfin, une perspective d'ouvrir le capital aux salariés qui le souhaitent. Aucune des entités opérationnelles

**BOIS-CRENIER.** Après un passage éclair sous le contrôle d'AdVitam, le groupe de fruits et légumes passe dans les mains de son directeur général à la barre du tribunal de commerce.



“AUJOURD'HUI  
L'ENTREPRISE EST SAINNE”  
STÉPHANE JEAN-BAPTISTE

(Charlet, Norocean pour le négoce de fruits de mer, Houssoye Transports et une filiale belge) n'avait été placée en procédure collective. Le dirigeant estime que le groupe est aujourd'hui bien armé pour réussir ce pari, alors que tout un travail de redressement avait été plus qu'entamé avec le précédent actionnaire, qui aura mobilisé 11 M€ dans cette ambition, et dans l'assainissement financier pour les paiements de TVA, d'URSSAF et autre PGE.

Toutes les procédures opérationnelles avaient été « *remises dans le bon ordre et aujourd'hui l'entreprise est saine* », affirme son nouveau propriétaire. « *La première phase de retournement est achevée. 8 commerciaux ont été embauchés, beaucoup de clients sont revenus. On est au-delà de nos objectifs, nous sommes sur une pente ascendante* », s'enthousiasme Stéphane Jean-Baptiste, très confiant dans l'avenir ■  
**Olivier Ducuing**



# LA SUCRERIE D'ESCAUDŒUVRES FÊTE SES 150 ANS... PAR UNE FERMETURE

**ESCAUDŒUVRES.** L'annonce choc par Tereos de la fermeture de sa sucrerie a consterné le territoire. L'unité pèse 400 emplois directs et indirects.

Il est des coïncidences funestes. C'est l'année de ses 150 ans que Tereos annonce fermer son ultime sucrerie nordiste, à quelques encablures de Cambrai. Le groupe évoque « un projet (...) de redimensionnement de l'empreinte industrielle du site d'Escaudœuvres ». En clair, l'usine ne connaîtra plus de ces campagnes betteravières qui venaient rythmer le territoire chaque automne depuis un siècle et demi. La faute à une dégradation de la compétitivité industrielle du site : les volumes de betteraves ne cessent de décliner, une tendance qui va se confirmer avec le recul des emblavements. Les agriculteurs peuvent facilement se tourner vers des cultures plus rentables et à la culture plus simple, dès lors que les néo-nicotinoïdes leur sont désormais interdits pour lutter contre le puceron jaune. L'outil industriel devient surcapacitaire et sous-utilisé, sur fond d'envolée des prix de l'énergie. Or Tereos s'est de surcroît projeté dans une stratégie de neutralité carbone à horizon 2050. « Il (nous) apparaît urgent d'adapter (notre) em-

preinte industrielle, de maîtriser (nos) coûts de production et d'engager des investissements importants pour sauvegarder la compétitivité et assurer la transition énergétique de (nos) sites industriels », indique le groupe. Il faut espérer que d'autres grands industriels ne vont pas abriter de nouvelles décisions de fermetures derrière leurs obligations de décarbonation.

## SEULS 30 POSTES SAUVÉS

Si Tereos compte donc fermer son activité industrielle, qui employait 123 salariés, il conserve un pôle logistique très moderne ainsi que des services support et son service agricole. Un périmètre qui ne permet toutefois de sauver que 30 postes.

Malgré des arguments réels, cette décision n'en est pas moins surprenante au regard des investissements considérables consentis sur le site depuis 5 ans, soit 62 M€. « Ne pas attendre le retour sur investissement, ça veut dire que la rentabilité », assène Nicolas Sie-

**"UN PROJET DE PSE, ÇA SE RETIRE !"**

**NICOLAS SIEGLER**  
COMMUNAUTÉ D'AGGLO DE CAMBRAI

gler, président de la communauté d'agglomération de Cambrai. Un élu pour qui la décision est d'autant plus aberrante que le sucre se négocie à 1 000 € la tonne et que « l'usine d'Escaudœuvres a le meilleur rendement de tout le groupe ». Le président de l'agglomération entend se battre avec les autres élus régionaux. « Un projet de PSE, ça se retire », lance-t-il. Car en arrière plan, même si Tereos assure vouloir « accompagner chacun de (ses) collaborateurs avec un dispositif privilégié sur la mobilité interne », ce territoire rural serait lourdement impacté. Selon Nicolas Siegler, 400 personnes au moins travaillent directement ou non pour Tereos.

Tereos annonce en parallèle l'arrêt de sa distillerie de Morains (26 personnes) et la quête d'un repreneur pour sa féculerie de pommes de terre de Haussimont, toutes deux dans la Marne. Le géant du sucre est aussi présent sur les marchés de l'amidon et de l'alcool. Il compte 12 000 coopérateurs, 44 sites industriels dans le monde avec 15 000 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de 5,1 milliards d'euros ■ **O.D.**

# L'EX-USINE TROPICANA DE HERMES SAUVÉE PAR LES MOUSQUETAIRES

**OISE.** Agromousquetaires, le pôle agroalimentaire du réseau Intermarché, reprend l'usine de jus de fruits de Hermes. Il investira 7 M€ pour relancer le site.

Plus qu'un sauvetage, c'est une véritable relance qu'augure la reprise par Agromousquetaires de l'usine Hermes Boissons, basée au sud de Beauvais. L'offre du pôle agroalimentaire du réseau Intermarché a en effet été retenue par le tribunal de commerce pour racheter le site, liquidé en novembre 2022. Avec cette opération, l'enseigne affirme vouloir conforter « *sa stratégie de développement dans le domaine du végétal* ». Il s'agit notamment de sécuriser les approvisionnements du groupement Les Mousquetaires en boissons non alcoolisées, tout en positionnant Agromousquetaires « *sur de nouveaux savoir-faire* ».

## TROIS PROPRIÉTAIRES EN 4 ANS

Au total, le réseau prévoit d'investir 7 M€ pour relancer la production de jus frais, et d'embaucher une centaine de salariés d'ici trois ans. Localement, la décision a été accueillie avec soulagement. Un second projet de reprise, porté par une firme hollandaise, prévoyait le démontage et la dispersion de l'outil industriel. Du côté des 69 anciens salariés aussi, on respire, Agromousquetaires ayant promis des embauches rapides. En quatre ans, le personnel a vu défiler trois propriétaires différents. Historiquement,



le site appartenait en effet au géant PepsiCo, qui y produisait des jus en boîte de carton, sous la marque Tropicana. L'effondrement de ce segment de marché avait entraîné une baisse de la production, passée de 80 à 60 millions de litres en cinq ans. Et conduit à la cession du site, en 2018, au fonds allemand Navigator Capital qui entendait relancer l'usine sous le nom de Hermes Boisson. Un an plus tard, reprise par un ancien de Navigator, l'entreprise redevenait in-

dépendante. Malgré les investissements menés, notamment pour développer « *la première technique au monde de pression à froid* », la production n'a cessé de diminuer. En pleine crise du Covid, la marque, La Juicerie, positionnée sur le haut de gamme, n'était pas parvenue à se faire une place dans les linéaires. La PME avait été placée en redressement judiciaire en septembre 2022, puis très vite en liquidation. 70 salariés avaient été licenciés ■ **G.R.**



## INTERMARCHÉ FERME SA PLATEFORME DE CANLY

La restructuration de la chaîne logistique du réseau Intermarché entraînera la fermeture de la plateforme de Canly (Oise), qui emploie 190 salariés, d'ici 2026. D'ici là, l'activité sera progressivement transférée vers trois sites, dont Avion (Pas-de-Calais), Louviers-Heudebouville (Eure) et Melun-Sénart, en région parisienne. Le site de Canly livre une centaine de magasins dans les Hauts-de-France, notamment des enseignes Netto et Intermarché. Une partie des salariés licenciés se verront proposer des postes sur la base d'Ablaincourt (Somme) en développement, selon l'intersyndicale, qui a manifesté sur le site début mars. Le plan social de sauvegarde de l'emploi, présenté en octobre 2022, n'a pas encore été signé par les organisations syndicales.

# INVESTISSEZ EN RÉSIDENCE ÉTUDIANTE (LMNP) À LILLE

## DÉCOUVREZ L'UNIQUE *Résidence étudiante* AVEC SERVICES DE LILLE !

PROGRAMME DELLA BATTAGLIA  
Logements étudiants (LMNP)

Au cœur du quartier Montebello et au pied du métro, cette résidence étudiante propose à la commercialisation des appartements étudiants en LMNP (Location Meublée Non Professionnelle).

Della Battaglia offre une multitude de services: espaces de coworking, espace fitness, cuisine collective, zones de lecture/détente, laverie, potagers partagés...

[WWW.BATTAGLIA-LILLE.FR](http://WWW.BATTAGLIA-LILLE.FR) - 03 39 05 09 13



### LES AVANTAGES D'INVESTIR EN LMNP :

- ✓ Récupération de la TVA sur l'investissement effectué
- ✓ Produit neuf prêt à vivre
- ✓ Loyers mensuels assurés
- ✓ Pas ou peu d'imposition sur les revenus locatifs
- ✓ Gestion locative simplifiée, grâce au gestionnaire
- ✓ Frais de notaire moins élevés que dans l'immobilier ancien

## ACHETEZ VOS BUREAUX NEUFS À WASQUEHAL



### N'ATTENDEZ PLUS POUR DEVENIR PROPRIÉTAIRES DE VOS

## *Bureaux neufs*

Au cœur du quartier La Pilaterie, le Stamme vous propose à la vente des bureaux neufs sur-mesure.

Avec des lots aux surfaces variées (de 145 à 940m<sup>2</sup>), des terrasses, un parking et un local à vélos, il convient aussi bien aux TPE, PME qu'aux start-up.

Ces bureaux ont été pensés pour offrir un cadre de travail tout aussi verdoyant qu'attractif, pour le bien-être des salariés !

[WWW.STAMME-WASQUEHAL.FR](http://WWW.STAMME-WASQUEHAL.FR) - 03 74 95 43 61



DÉCOUVREZ TOUS NOS PROGRAMMES SUR [WWW.KIC.FR](http://WWW.KIC.FR)  
CONTACTEZ NOS ÉQUIPES ALIAS LES KICCOS AU 03 28 76 97 20



C'est vous l'architecte de votre vie



## LE CHOCOLATIER QUENTIN BAILLY MET LES BOUCHÉES DOUBLES

**PÉRENCHIES.** Le Nordiste, champion du monde de pâtisserie, revient en région pour doubler ses effectifs, sa production et viser une croissance à deux chiffres en 2023.

Comme toutes les success story, ou presque, la sienne a commencé dans un garage. C'était il y a 18 ans. Aujourd'hui, la demande est telle que Quentin Bailly, 38 ans, a sérieusement dû réfléchir à passer à l'étape supérieure. Installé depuis quelques années à Roanne près de Lyon, d'où est originaire son épouse, l'artisan a décidé de revenir sur ses terres natales pour agrandir son entreprise. Fin 2021, après un investissement d'un peu moins de 3 M€, il pose ses bagages dans un local de 1 000 m<sup>2</sup> à Pérenchies. L'artisan chocolatier y ou-

vre son atelier qui lui permet de doubler sa production. « On ne parle désormais plus en kilos mais en tonnes », dit-il. Puis, mi-mars, sur le même site, il ouvre sa seconde boutique. La première est située dans le Vieux-Lille depuis 2017. Quentin Bailly a également doublé ses effectifs pour arriver à 21 salariés. Celui qui a été sacré champion du monde de pâtisserie en 2013 tait son chiffre d'affaires. Mais il confie viser 31% de croissance cette année, malgré des charges qui ont atteint des sommets. Ces derniers mois, le prix du chocolat a grimpé de

QUENTIN BAILLY DIRIGE L'ENTREPRISE AVEC SON ÉPOUSE (À DROITE) ET SA SŒUR, MINORITAIRE.

20%, celui du beurre de 50%, détaille le Nordiste. Le mois dernier, sa facture d'électricité affichait 20 K€. « C'est très loin des 4 K€ envisagés dans notre prévisionnel ! Mais jusqu'à présent, on fait le dos rond ».

Outre ses boutiques, Quentin Bailly consacre une grande partie de sa production au B to B, principalement pour les secteurs de l'hôtellerie, de l'épicerie fine ou pour l'événementiel. Il alimente la France entière mais aussi l'Italie, l'Arabie Saoudite, Dubaï ou encore le Japon.

■ Julie Kiavué



## MÉO MONTE EN BIO ET EN GRAINS

**LA MADELEINE.** Le torrificateur nordiste ne connaît pas la crise du bio, dont il est le leader français, et surfe à plein sur le retour du grain.

Après la razzia sur le café pendant la crise Covid, le soufflé n'est pas retombé pour Méo. Le groupe vient d'achever un exercice 2022 à 150 M€ de chiffre d'affaires. Plus du tiers de cette activité est opérée sous la marque Méo, soit 58 M€, dont la moitié en bio. « Depuis un an, on constate une chute générale du bio, mais pas dans le café. Il y a seulement un ralentissement de la hausse », sourit Gérard Méauxsoone, codirigeant du groupe de La Madeleine. Le bon positionnement de Méo comme leader français du bio lui donne une belle visibilité

en rayons. Mais Méo est aussi présent sur un autre segment en plein essor, le grain. Porté par l'équipement des ménages en machines automatiques en grains, ce format anciennement délaissé au profit de la capsule est au contraire redevenu très tendance. Méo s'est placé sur les gros conditionnements jusqu'au kilo, qui avaient été largement abandonnés par les autres industriels. Résultat, Méo déjà numéro trois français du café en grain en 2022, est passé numéro 2 en début 2023 et réfléchit à investir sur de nouvelles machines pour répondre à la demande. Pourquoi pas une stratégie de marque 100% bio ? « En 2023, on a sorti un café en grain bio. Mais on ne peut pas totalement abandonner le conventionnel, car le bio n'est pas facile à sourcer, ses

LE GROUPE DÉTENU PAR LES FAMILLES MEAUXSOONE ET RUYANT EMPLOIE 250 SALARIÉS

rendements sont bien inférieurs », analyse Gérard Méauxsoone qui évoque un autre phénomène : « La réglementation s'est durcie en France, notamment sur les glyphosates, et des lots ont été refusés en Europe. Moralité, les producteurs vont plus facilement vendre aujourd'hui aux Etats-Unis où la demande est forte en bio, avec une réglementation moins contraignante ».

Le reste des activités en marques de distributeurs ne bénéficie pas de la même dynamique, spécialement le café moulu. En 2022, le groupe a dû augmenter ses prix, ce qui lui a fait perdre quelques marchés, mais son chiffre d'affaires a crû néanmoins. Quant aux capsules, qui connaissaient des croissances à deux chiffres, elles demeurent en progression, entre 5 et 8% l'an ■ Olivier Ducuing



# BOUYGUES BÂTIMENT NORD-EST VEUT ACCÉLÉRER SA DÉCARBONATION

**MARCO-EN-BARŒUL.** Le constructeur affiche un carnet de commandes de 450 M€ pour 2023. Sur sa feuille de route : plus de bois, de réhabilitation et moins de CO<sub>2</sub>.

Faire rimer décarbonation et construction. C'est le pari de Bouygues Bâtiment Nord-Est pour sa nouvelle stratégie de développement. Celle-ci repose entre autres sur des opérations de réhabilitation sur son territoire. Un périmètre qui comprend les Hauts-de-France (excepté l'Oise), Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté, mais aussi la Belgique et le Luxembourg. Chez nous, l'entreprise réalisera par exemple la réfection thermique complète de 2 000 maisons dans le bassin minier pour le compte du bailleur Maisons & Cités. « *Les enjeux de la rénovation énergétique sont colossaux et les besoins de plus en plus importants* », souligne José Liotet, président de Bouygues Bâtiment Nord-Est. Pour

preuve, le constructeur a réalisé l'an dernier presque autant d'opérations de réhabilitation que d'opérations neuves. Pour ces dernières justement, Bouygues Bâtiment Nord-Est ambitionne d'utiliser davantage de matériaux vertueux. L'an dernier, il a déjà injecté 42% de béton à moindre impact carbone dans ses chantiers. Parmi ses principaux démonstrateurs, les chantiers d'Eurasanté à Loos ou encore la nouvelle cité administrative de Lille (photo). Celle-ci intègre pas moins de 700 tonnes de matériaux biosourcés. Des parpaings de chanvre, de la peinture aux algues mais aussi du bois. « *Nous visons une mutation vers les constructions bois afin qu'elles représentent 30% de nos projets d'ici*



2023 », indique le président. L'ensemble des projets devrait permettre à son entreprise de réduire de 30 à 40% son empreinte carbone.

Malgré le contexte inflationniste, Bouygues Bâtiment Nord-Est — qui intègre également sa filiale de développement immobilier LinkCity, a affiché 391 M€ de chiffre d'affaires fin 2022 (+13% sur un an). José Liotet, à la tête de 953 salariés dont 50% en Hauts-de-France, vise un carnet de commandes de 450 M€ pour 2023. « *De quoi assurer le développement de l'entreprise* » ■  
**Julie Kiavué**



## Le lieu de tous vos événements à Valenciennes



**Journée d'étude**

- Location de la salle
- Déjeuner dans nos espaces
- Pauses gourmandes matin et après-midi

A partir de **78,79€ HT**  
par personne.

Imaginez votre prochain événement à Valenciennes dans le décor unique de l'ancien Hôpital général du Hainaut de Valenciennes.

**Les plus :** un accès facile et rapide en voiture ou en train à 40 minutes de Lille, un environnement incomparable et un interlocuteur dédié pour une expérience unique.

**Séminaire résidentiel**

- La Journée d'étude
- La nuit en chambre simple avec petit-déjeuner
- Dîner dans nos espaces
- Accès au SPA

A partir de **271€ HT**  
par personne



6 Place de l'Hôpital Général, 59300 Valenciennes - + 33 3 27 34 98 43 - [evenement@royalhainaut.com](mailto:evenement@royalhainaut.com)

## SYNEIDO DÉCROCHE DES CONTRATS DE PREMIER PLAN

**LILLE.** Le groupe de communication vient de signer avec plusieurs grands comptes tels Legrand, Seb, Mondelez ou Courtepaille. Après un léger trou d'air en 2022, la dynamique repart à plein régime.



La nouvelle stratégie de Syneido semble payante. Le spécialiste de la communication de marque vient ainsi de décrocher ces dernières semaines plusieurs marchés majeurs - dont le montant est tenu secret - avec Legrand, Seb, Mondelez et Courtepaille. En parallèle, il a reconduit ses dix principaux clients de 2022 pour 2023. De quoi garantir dès le premier trimestre près de 70% du chiffre d'affaires annuel.

L'ex-groupe DPS, rebaptisé Syneido en 2021, tire profit d'acquisitions qui vien-

ent en 5 ans d'accroître fortement ses expertises. Une stratégie largement impulsée par le fonds Re-Sources, entré au capital en 2016 (11%). Des Poupées Russes (luxe) à Paris, Hobbynote (médias sociaux), Elvis, agence de com lyonnaise, ont notamment rejoint le navire amiral pour former un ensemble de 30 M€ de chiffre d'affaires, 180 salariés (dont 100 à Lille), et une marge brute de 20 M€. Et désormais 7 différentes agences entre Lille, Paris et Lyon, et un spectre de compétences très large : mar-

keting service, data, CRM, digital, communication santé, social media... au service d'une centaine de clients. Ce qui positionne Syneido dans le top 5 des indépendants français. Après un exercice 2022 délicat, l'Ebitda étant tombé à 600 K€ au lieu d'un socle de 3,5 M€, la reprise apparaît très forte.

### TRANSVERSALITÉ

« Les clients attendent une réponse globale avec une maîtrise d'œuvre commune et de l'expertise. Notre feuille de route vise désormais plus de croissance organique axée sur la transversalité », explique Guillaume Ruckebusch (à droite sur la photo), associé et codirigeant du groupe au côté de Frédéric Clipet. L'heure n'est plus aux acquisitions, ni à l'international, après des expériences avortées en Italie et en Pologne. Il s'agit de structurer et de mutualiser. Exemple : la création d'une direction des ressources humaines, qu'aucune des structures ne pouvait s'offrir jusque là et qui va travailler à la gestion prévisionnelle (GPEC).

Et Syneido a aussi ouvert un grand chantier RSE avec l'ambition de labelliser l'ensemble du groupe tout à la fois B Corp et groupe à mission. Déjà DPS a obtenu le second label. Signe important, Syneido est rentré dans le pôle excellence de BPI, qui accompagne le groupe en matière de gouvernance ■ **O.D.**

## LE CRÉDIT AGRICOLE ET TURENNE LANÇENT UN FCPR DEDIE AUX ENTREPRISES RÉGIONALES

Les fonds d'investissements présentent bien souvent des tickets d'entrée élevés. Le fonds PME et Territoire lancé par Turenne et la Caisse régionale de Crédit Agricole est, lui, accessible à partir de 2 500 € (et jusqu'à un plafond de 100 K€), et réservé aux sociétaires de la banque verte. Soit un vivier de 505 000 personnes sur un total d'un million de clients. « Cela répond à notre souhait de démocratiser notre classe d'actifs, de donner du sens à l'épargne des habitants du territoire pour participer à des projets de développement et de transmission », decode Christophe Deldycke, président du directoire de Turenne Capital. L'outil, présenté comme unique en son genre par Laurent Martin, directeur général de la Caisse, a vocation à lever 20 M€ dès cette année puis à être reconduit par la suite. On relèvera que les prises de participation sont pour l'essentiel orientées vers des entreprises de l'économie traditionnelles et non vers l'économie du numérique par exemple,

**RÉGION.** Seuls les 505 000 sociétaires du Crédit Agricole Nord de France auront accès à ce fonds « Pme et Territoire » pour investir dans des entreprises régionales. Une première en France.



de g à droite Christophe Deldycke, de Turenne Capital, Bernard Pacory et Laurent Martin, respectivement président et directeur général du Crédit Agricole Nord de France, et Anne-Sophie Maes, de Nord Capital Partenaires

où le niveau de risque est sensiblement plus élevé.

Le FCPR s'appuiera sur l'expertise en fonds propres déployée depuis treize ans par Nord Capital Partenaires, société de gestion commune à Turenne et au Crédit Agricole, investi notamment à travers sa société de capital-risque NCI. Né il y a treize ans, NCI dispose d'un portefeuille de 49 participations, avec 170 M€ d'actifs sous gestion. Le nouveau FCPR investira dans ce véhicule à raison de 35%, complété d'un ratio similaire dans un fonds de Turenne composé de 16 participations, le solde étant fléché vers des opérations nouvelles en co-investissement.

Pour les sociétaires, l'investissement, opéré dans des Pme et ETI régionales, sera bloqué huit ans, avec un rendement attendu de 10%. Une performance qui s'appuie sur celle du portefeuille existant engrangée depuis dix ans, qui pèsera donc 70% de l'assiette du FCPR. « Nous commençons la communication auprès de nos sociétaires dès aujourd'hui. Cela donne du sens, puisqu'ils sont déjà actionnaires de la Caisse en quelque sorte », indique Bernard Pacory, son président pour encore quelques semaines avant de passer la main ■ **O.D.**

Parce que les compétences  
sont la première richesse  
de nos entreprises

Parce que nous voulons  
toujours avoir un temps  
d'avance

LAHO

# Voir GRAND pour nos talents



Avec LAHO, la CCI Hauts-de-France  
ouvre une nouvelle ère pour former  
tout au long de la vie les jeunes,  
les salariés, les dirigeants  
et les demandeurs d'emploi dans  
les métiers d'aujourd'hui et de demain.

# Laho

TERRE DE FORMATIONS

CCI HAUTS-DE-FRANCE

**1er acteur  
de la formation**  
des Hauts-de-France

[www.laho-formation.fr](http://www.laho-formation.fr)



Laho, Terre de formations est le regroupement de 6 établissements de référence : CCI Alsne Formation, CCI Oise Formation, CEPRECO, SIADEP, STARTEVO et TERTIA.



**A** tout juste deux ans, Fogo s'apprête à débiter sa commercialisation cet été auprès d'une centaine de clients. La jeune pousse lilloise s'est déjà fait repérer dans le milieu pourtant ultra concurrentiel du chauffage électrique. A sa tête, Victor D'Halluin (à g. sur la photo). Un designer industriel de 35 ans qui, après être passé chez Philips, Kingfisher ou encore Carrefour, a développé le goût de l'entrepreneuriat. Avant de franchir le pas en 2015. En parallèle de son poste de designer produit et innovation chez Bic, il cofonde Obilab, un fabricant de batteries en carton pliable, qu'il revend à un groupe anglais trois ans plus tard.

« *Quelque temps après, une connaissance me parle de deux matériaux innovants qui représentent selon lui une opportunité de business. Il n'avait pas le temps de s'en occuper, donc il m'a encouragé à m'y intéresser de plus près* », se souvient le Nordiste. Les matériaux en question : un béton fibré à ultra hautes performances appelé Ductal et une peinture à base de graphène produite par Carbon Waters près de Bordeaux. Ce matériau est fabriqué à partir de déchets et ne contient ni cuivre ni métal. « *Au départ, j'ai dessiné des sols, des ballons d'eau chaude et plein d'autres équipements de la maison avant d'arriver au radiateur* ».

## DEUX BREVETS EUROPÉENS

Fin 2019, Victor D'Halluin participe à une session de pré-incubation à Eura-

## FOGO FAIT MONTER LA TEMPÉRATURE AVEC SES RADIATEURS DESIGN

**VICTOR D'HALLUIN.** Son chauffage mural nouvelle génération promet une chaleur écologique et instantanée. Une Deep Tech façon Hauts-de-France, déjà récompensée d'un Innovation Award au CES 2023 de Las Vegas.

technologies, qui lui ouvrira les portes du programme. Il décroche ensuite un prêt de 30 K€ de la Région, puis 90 K€ de Bpi à travers la bourse French Tech Émergence qui soutient les projets d'innovation de rupture. Fogo a en effet déposé deux brevets en France étendus à l'Europe. Le premier protège l'association de la peinture en graphène et du béton fibré fourni par le groupe FEHR, partenaire industriel basé à Strasbourg, en charge de l'assemblage des radiateurs Fogo. « *L'alliance des deux matériaux permet de passer de 0 à 100°C en moins de 30 secondes et assure un maintien de la chaleur sur la durée* », détaille le dirigeant. Le second brevet préserve le process industriel.

À l'été 2020, Fogo décroche à nouveau une aide de Bpi de 250 K€, un prêt

d'amorçage de la Banque Populaire du même montant. Le tout, en complément d'un tour de table de 400 K€ bouclé auprès de business angels locaux. « *Ces premiers fonds nous ont permis d'acheter notre matériel de production et de réaliser nos prototypes* ». Mais aussi d'embaucher deux ingénieurs pour créer les composants électroniques, un développeur de logiciel et un data scientist pour développer la partie intelligence artificielle.

## PROJET D'USINE

Labellisée Deep Tech, Fogo développe en parallèle un modèle nomade de son chauffage pour lequel elle vise une commercialisation dans le sud du pays, mais aussi en Allemagne ou au Canada. Victor D'Halluin envisage de lancer une série A pour ses radiateurs nomades fin 2023. Ses ambitions à court terme : vendre plus d'un million de Fogo l'an prochain, développer le sèche-serviette, embaucher 10 personnes supplémentaires. Mais surtout préparer, avec FEHR, l'ouverture d'une usine de production dans le Nord espérée en 2025. Et avec laquelle il espère 30 M€ de ventes au même horizon ■ **Julie Kivavué**

## JOG & JIM LE VÊTEMENT DE SPORT MOTIVANT ET RESPONSABLE

VINCENT GODBERT ET GÉRALDINE ROBERT

veulent se faire une place dans l'univers disputé du sportswear, avec la carte de l'écoresponsabilité.

Un vêtement de sport qui donne envie de bouger : voilà le défi que se sont lancés Vincent Godbert, 29 ans, diplômé de l'Isseg, et sa complice Géraldine Robert, 33 ans, formée à l'école de management de Grenoble. Leur société Jog & Jim se positionne d'abord sur des vêtements de sport techniques, respirants, thermorégulés, anti-odeurs, à base de matières naturelles et biosourcées : la gamme est à base de coton bio, de lin ou de « Tencel » (fibres de bois). Autre affirmation forte : les produits sont entièrement produits en Europe et non à l'autre bout du monde. « L'idée est que d'ici 2024 on puisse sortir une collection 100% made in France faite en lin », espère Vincent Godbert, par ailleurs ambassadeur



de l'association Fashion Green Hub. Au-delà de cette exigence de production locale et de mode durable, Jim & Jog se positionne aussi sur la dimension du sport plaisir et non de la performance, bref, le sport cool. Objectif :

motiver à la pratique sans pression, avec des vêtements au design *ad hoc*, travaillés avec un artiste brodeur-sérigraphes, pour apporter « une touche de fun ». Le tout complété par des petits rendez-vous sportifs, la récréé sport, basée sur des exercices ludiques et sans niveau. L'entreprise n'hésite pas à revendiquer des « exercices régressifs ».

La petite société a déjà bénéficié d'un prêt d'honneur d'Initiative Lille Métropole et est suivie par le réseau BGE, Euratech (qui les héberge à Blanche-maille à Roubaix) ainsi que par l'incubateur lyonnais Entrepreneurs dans la ville.

La marque a été officiellement lancée en avril 2022, à travers un crowdfunding de préventes sur Ulule. Il reste désormais à la jeune pousse du « sportswear joyeux et responsable » à monter en puissance, malgré des prix élevés et en période de tension sur le pouvoir d'achat. Ses deux dirigeants ne se rémunèrent pas encore et s'appuient aujourd'hui sur une alternante et un stagiaire ■ Olivier Ducuing

## LES ALCYONIDES SWIMWEAR MUENT LES FILETS DE PÊCHE EN MAILLOTS DE BAIN

ORLANE CRAUET. Cette créatrice de Compiègne s'appuie sur une technologie italienne pour transformer des filets de pêche usagés en maillots de bain durables.

Réduire l'impact écologique de la fabrication textile, tout en concourant à la préservation des océans. C'est l'idée qui a conduit la créatrice Orlande Crauet à créer Les Alcyonides Swimwear, une marque de maillots de bain pour femmes fabriqués à partir de filets de pêche recyclés. Récupérés par les plongeurs bénévoles de Healthy Seas, ils sont transformés grâce à un procédé breveté mis au point par une société italienne. « Cette technologie permet de conserver les propriétés du nylon, la résistance au chlore, au sel, ou la protection anti-UV », détaille la créatrice, qui réalise l'ensemble de la fabrication en Italie. Initialement ven-

dues en ligne, les collections le sont aussi désormais dans des magasins « physiques », tels que Mad Green Concept (Bordeaux) ou le réseau de boutiques Sauvage Poésie. « A partir de juin, nos modèles seront aussi proposés dans un hôtel 5 étoiles de Palerme, notre premier pas vers une commercialisation en Italie », annonce-t-elle.

Incubée au sein d'I-Terra, l'accélérateur de l'Université de technologie de Compiègne, l'entreprise a reçu le soutien de Bpifrance dans le cadre du plan "Touch", dédié aux créateurs de la mode et du luxe. « J'ai ainsi pu réaliser des shootings photo professionnels », explique Orlande Crauet. Fidèle à ses principes éthiques, la dirigeante tient à ne présenter que de « vrais » clichés, non retouchés. Et aussi à réduire l'impact des commandes : le packaging, réduit au strict minimum, est composé à 100% de carton recyclé. Alcyonides Swimwear a déjà lancé 5 collections, dont les modèles sont vendus entre 90 à 105 €, « un prix très abordable pour une qualité made in



Italy, et un article de mode durable », juge la responsable, également épaulée par le dispositif Femmes Entrepreneuses d'Orange. Après avoir engrangé 12 K€ de ventes en 2022, elle vise 85 K€ cette année, notamment grâce à sa nouvelle collection « Ciao Italia », en partie conçue avec la dessinatrice lilloise Marie-Lou création ■ Guillaume Roussange

# UN NOUVEAU BOOSTER POUR OSER L'INTERNATIONAL

Aller chercher la croissance à l'export avec le plein d'atouts : c'est ce que propose le nouvel accélérateur mis en place par CCI International. Rendez-vous dans dix mois pour la première promo de 15 entreprises.

Un accélérateur spécialement dédié à l'export, et ouvert à toutes tailles d'entreprises, dans tous les secteurs et de tous les territoires de la région : c'est la promesse de la CCI Hauts-de-France via un nouvel outil proposé par CCI International, un booster pour des entreprises qui peuvent chercher la croissance hors des frontières. « Il existait déjà depuis deux ans un accélérateur en co-branding entre le Medef et la CCI, Stratexio, mais pour des exportateurs déjà confirmés. Ici, on s'adresse à des primo-exportateurs », précise Arnaud Lefort, président de CCI



International et dirigeant du spécialiste mondial des paratonnerres Indelec (Douai).

Pourquoi ce nouvel outil ? « On gère depuis trois ans crise sur crise. On appelle ça une polycrise. Mais celles qui s'en tirent le mieux sont les entreprises qui investissent, qui innovent ... et qui exportent », a déclaré Philippe Hourdain, président de la CCI de région, lors de la réunion de lancement (photo).

L'outil est le second du genre en France après la Franche-Comté. Il s'appuie sur tout l'écosystème export existant : conseillers du commerce extérieur, OSCI (consultant international privé), et la Team France Export.

De quoi offrir (au sens propre comme au figuré) aux entrepreneurs un vrai concentré d'expertise et de relais pour maximiser leurs chances. Le dispositif est fortement soutenu par le conseil régional.

**"MON RÊVE C'EST DE FAIRE 50% DU C.A. À L'INTERNATIONAL"**

PAULINE DUPREZ, CONFITURE & CIE  
(À GAUCHE SUR LA PHOTO)

## « LEARNING EXPEDITION »

La première promotion a été sélectionnée par un jury régional sur une première base de 54 entreprises, ramenée à 25 puis finalement à 15, au vu de leur potentiel. Au final, des sociétés très variées allant de la vente à distance de bâches sur mesure dans l'Aisne (Horus Tex) en passant par un constructeur de remorques agricoles (Dangreville, à Amiens), une entreprise de valorisation d'huiles usagées du Valenciennois (CILA) ou encore un spécialiste du nettoyage des équipements de protection individuelle Agilice, à Biache Saint Vaast.

Au programme désormais, une réunion par mois, dans un esprit de club, afin de muscler la culture de l'export, découvrir les contraintes réglementaires, s'adosser aux écosystèmes, établir une feuille de route. Au terme de ces 10 mois, une « learning expedition » emmènera les accélérés hors de nos frontières pour une séance pratique.

« La gastronomie française est très recherchée à l'international », explique Pauline Duprez, associée de la toute jeune entreprise saint-quentinoise Confiture & Cie, ravie d'être de l'aventure. « On a déjà des ventes à l'international par la plateforme Ankorstore, mais l'offre d'accompagnement par l'accélérateur tombe au bon moment car on est en plein développement pour aller chercher de nouveaux marchés ».

Avec notamment un triplement de surfaces de production qui donne à la TPE les moyens d'encaisser une grosse poussée de son activité. « Mon rêve, c'est de faire 50% du chiffre d'affaires à l'international », espère la jeune dirigeante ■ O.D.



# coBoost-

Activateur de croissance

Une offre  
**IRD SOLUTIONS**

## IL PARAÎT QUE LE SUCCÈS N'AURAIT PAS DE LIMITES. ÇA TOMBE BIEN, NOUS NON PLUS.

### COBOOST, C'EST

- Un accélérateur d'entreprises confrontées aux enjeux de croissance.
- Une méthodologie pragmatique et agile.
- Une communauté composée d'une vingtaine d'experts pour couvrir tous les domaines d'activités stratégiques de l'entreprise.

### NOTRE OFFRE

#### Explorer

Construire ensemble une vision partagée et complète de votre entreprise pour identifier ses principaux enjeux de croissance.

#### Prioriser

Sélectionner les chantiers prioritaires et écrire ensemble un plan d'actions tenant compte des enjeux de votre entreprise.

#### Agir

Mettre en œuvre des actions avec notre collectif d'experts pour délivrer des résultats concrets et mesurables à court et moyen terme.

### Contactez-nous !

Olivier MARECHALLE  
03 59 30 20 04  
06 07 78 39 17

contact@coboost.fr  
40 rue Eugène Jacquet  
59700 Marcq-en-Baroeul

[www.coboost.fr](http://www.coboost.fr)



# OKAÏDI S'HABILLE AUJOURD'HUI EN PENSANT À DEMAIN

La marque de mode enfantine du groupe Idkids accentue ses efforts en matière de RSE pour encourager une mode plus raisonnée.

Okaïdi renforce sa fibre RSE. L'éthique et la responsabilité font partie de l'ADN de la marque fondée en 1996 par Jean Duforest et Jean-Luc Soufflet. Dès l'origine, elle s'est fixée pour principe d'«*entreprendre pour que le monde progresse au service de l'enfant qui grandit*». Afin d'avoir une production plus respectueuse de la planète, le spécialiste de la mode enfantine développe une stratégie autour de trois piliers : l'éco-conception, la transparence et la seconde vie des produits.

Aujourd'hui, 85% de sa production est réalisée en Asie. Le reste en proche import, notamment en Turquie. «*Ce n'est pas parce qu'on fait peu de proche import qu'on n'est pas écologique*», avertit Frédéric Froger. Le brand manager d'Okaïdi-Obaïbi explique que la marque profite d'une concentration de sa filière asiatique. Le coton est cultivé en Inde et au Pakistan, la fabrication effectuée en Chine. «*Le transport ne représente que 10% de l'impact sur l'environnement de la fabrication d'un vêtement. 30% proviennent des matières et 30% de la fabrication.*»

Limiter son impact sur l'environnement passe par un travail sur les matières. «*Il faut prendre en compte les aspects environnementaux dès la conception du produit*», explique Sophie Lefebvre, la



## Les chiffres clés

PRÉSENCE DANS 62 PAYS

900 MAGASINS (80% EN EUROPE), DONT 380 EN FRANCE

75% DE MAGASINS EN PROPRE, 25% EN FRANCHISE

600 M€ : CHIFFRE D'AFFAIRES 2022 (DONT 15 A 20% DANS LE DIGITAL)

3 000 COLLABORATEURS, DONT 450 AU SIEGE DE ROUBAIX

5,3% : PART D'OKAÏDI SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS DU VÊTEMENT POUR ENFANT

157 000 CLIENTS REVENDEURS SUR LA PLATEFORME IDTROC

responsable éco-conception et économie circulaire. Des fibres moins polluantes sont utilisées, comme le coton bio ou les fils recyclés (coton, polyester). Ces deux dernières années, la proportion de coton bio a doublé. Tous les vêtements en coton d'Obaïbi, la ligne pour enfants de 0 à 3 ans, sont proposés en version bio. Chez Okaïdi, la part du coton recyclé dans les produits en coton s'élève à 30%. «*Techniquement, ce n'est pas possible de faire mieux pour le moment*», concède Laëtitia Sordet, la directrice des collections.

## STYLE INTÉMPOREL

«*Au-delà de la matière, la question qui se pose, c'est comment avoir des produits qui durent*», note Carole Massart, la responsable du style. Dans cette optique, la marque privilégie les essentiels au style intemporel, c'est-à-dire qui ne se démode pas à chaque saison. La du-

rabilité passe aussi par un travail sur la qualité, avec un soin particulier accordé aux finitions. Plus un produit dure, plus il est susceptible d'avoir une seconde vie, dans une logique circulaire. Dès 2013, Okaïdi a lancé le système de dépôt-vente IdTroc. Les clients peuvent déposer des vêtements dont ils ne veulent plus et reçoivent un bon d'achat en cas de vente. La politique RSE passe également par une réflexion sur l'affichage environnemental. En attendant les directives de la loi Agec, Okaïdi réalise des tests sur des produits référencés sur son site Internet. Ce dispositif fournira aux clients des informations sur l'impact environnemental de leurs achats. Outre l'incitation à une consommation plus transparente, l'affichage environnemental est un indicateur pour les équipes : de quoi alimenter leur réflexion pour améliorer l'impact de leurs produits sur l'environnement ■ Yann Suty





Touchez les  
**40 000 LECTEURS MENSUELS\***  
de l'actualité économique et régionale  
des acteurs des Hauts-de-France



Réservez votre publicité

0 970 808 612  
[contact@rosseladvertising.fr](mailto:contact@rosseladvertising.fr)

\*source : Editeur Eco 121 - 2020



## AVEC SON ENCEINTE INNOVANTE, OCEAN'SARISE VEUT SURFER SUR LE BOOM DES PISCINES

La start-up isarienne a mis au point une enceinte subaquatique de haute qualité, destinée aux marchés du sport, mais aussi du loisir, tous deux en plein essor.

En matière de piscine, les Français sont champions d'Europe. Avec 2,5 millions de bassins recensés dans l'Hexagone, dont 1,3 millions enterrés, leur ratio est d'une piscine pour 38 habitants, supérieur à l'Espagne. Le secteur attire de nombreuses entreprises, désireuses de surfer sur cet engouement. C'est le cas dans l'Oise de la start-up Ocean'sArise, créée en 2020. Son créneau : la sonorisation des bassins, publics comme privés. La chose n'est pas simple. Restituer un son de qualité, à l'extérieur, comme dans un espace soumis à une forte réverbération, tient même du casse-tête. Pour résoudre ce problème le fondateur de l'entreprise, Pierre Brisson, s'est basé sur les travaux menés il

y a quelques années par l'Ifremer, visant à chasser les bancs de dorades des exploitations conchylicoles. Associé à Jean-Dominique Polack, professeur en acoustique, et Yoann Flavignard, responsable R&D de PHL Audio, filiale du groupe Devialet, il a mis au point un haut-parleur innovant, capable de restituer les basses fréquences sous l'eau, donc de diffuser un son de qualité. Breveté, l'appareil est étanche jusqu'à plusieurs mètres de profondeur. Les applications sont larges : sonorisation des compétitions de danse aquatique, diffusion des directives des entraîneurs aux nageurs, création d'ambiance sonore pour les exercices de relaxation, voire les thérapies, en bassin...

### "SOUCOUE FLOTTANTE"

« Nos perspectives de développement sont très prometteuses car le marché est vaste et jusqu'à présent, aucune technologie n'atteignait ce niveau de qualité », affirme Pierre Brisson. En collaboration avec ses associés, la start-up de Cuise-la-Motte, près de Com-

piègne, s'apprête aussi à déposer deux brevets pour une enceinte large bande, afin d'attaquer cette fois le marché des piscines privées, grâce à un modèle baptisé « la soucoupe flottante ». Dans cet objectif, le dirigeant vise très prochainement un premier tour de financement de 500 K€, qui associerait des « investisseurs spécialistes de la musicothérapie ».

En parallèle, Ocean'sArise développe d'autres applications pour lutter contre la prédation de certaines espèces de poissons, la carpe asiatique notamment. Pour mener ces travaux, la jeune pousse a intégré, en novembre 2022, l'incubateur Village by CA des Côtes-d'Armor. La commercialisation des enceintes d'Ocean'sArise, dont la production devrait être assurée par PHL, est envisagée à horizon 2024. Le dirigeant table à terme sur 30 000 pièces vendues à 1 500 euros l'unité. De quoi générer « plusieurs millions d'euros d'euros de chiffre d'affaires », dès le lancement commercial du produit ■

**Guillaume Roussange**

## NARADINE CUEMMAZ

DIRECTEUR DU CENTRE D'AFFAIRES DES PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER

## ACCOMPAGNER LES ACTEURS DE LA CONSTRUCTION GREEN ET FAIRE DES CONTRAINTES UNE OPPORTUNITÉ

L'équation économique de l'acte de construction se complique ces derniers temps : le foncier se fait rare, le prix des matières premières se tend, les taux d'intérêt montent. Les opérations immobilières sont de plus en plus coûteuses, longues, et les acquéreurs eux-mêmes ont du mal à trouver des financements. A ceci s'ajoutent des normes environnementales qui ne cessent de se renforcer : RT 2012, RE 2020, perspective du zéro artificialisation net (ZAN) à horizon 2050, reconstruction de la ville sur elle-même au détriment de l'extension urbaine, plus vertueuse mais plus chère que le « greenfield »...

Ces contraintes s'imposent certes à tous. Mais elles peuvent être aussi l'opportunité pour les acteurs de l'immobilier, promoteurs, aménageurs et marchands de biens d'aller plus loin. De manière à transformer en véritable avantage compétitif et différenciant une



"S'ENGAGER FORTEMENT DANS LA CONSTRUCTION VERTE PEUT CONSTITUER UN VÉRITABLE ATOUT CONCURRENTIEL"

approche plus volontariste dans le champ de la construction durable.

Avec des enjeux forts : démographiques d'abord pour répondre aux besoins de populations croissantes ; urbanistiques pour rebâtir la ville ; sociaux par des interventions dans des quartiers en restructuration ; et bien sûr environnementaux pour construire plus durable. Peu d'acteurs ont la capacité de se structurer de façon proactive pour éviter de subir la réglementation. Or, s'engager fortement dans la construction verte peut constituer un véritable atout concurrentiel, *a fortiori*

dans notre contexte inflationniste : un immeuble vertueux en termes de consommation énergétique peut aussi

être un levier marketing puissant vis à vis des acquéreurs. Et le jour où le marché se détendra, le professionnel ayant déjà pris ce virage aura donc une avance sur ses compétiteurs.

Mais ce mouvement peut difficilement être spontané : l'innovation et les performances ont une contrepartie budgétaire et peuvent peser lourdement sur des équilibres financiers déjà sous tension.

Il serait judicieux de pouvoir bonifier localement les opérations « green » afin de les discriminer positivement par quelques points d'intérêts, sur la base de labels et autres certifications existantes, et en assouplissant leurs conditions d'accompagnement. L'impact sur des opérations importantes serait très significatif et permettrait de gommer en quelque sorte les surcoûts. Au profit des acteurs, de la population et au final, de la ville de demain ■

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR [WWW.ECO121.FR](http://WWW.ECO121.FR)

INFORMATIONS : 03 55 33 21 05

## Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de 69€
- 2 ans (20 n°) au prix de 109€

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

## Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520



**éco** 121  
 ECOPRESSE - PARC RIVÉO  
 300 RUE DE LILLE  
 59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
 SOCIÉTÉ / ORGANISATION \_\_\_\_\_  
 ADRESSE \_\_\_\_\_  
 CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
 VILLE \_\_\_\_\_ TEL. \_\_\_\_\_  
 E-MAIL \_\_\_\_\_

**ONDINE PREVOTEAU**  
AVOCAT ASSOCIÉ, BIGNON LEBRAY

## DIAGNOSTICS IMMOBILIERS : PEUT-ON ENCORE S'Y RETROUVER ?

Depuis que la loi «Carrez» n°96-1107 du 18 décembre 1996 a rendu obligatoire le diagnostic immobilier portant sur les superficie des lots en copropriété, le nombre de diagnostic obligatoire n'a eu de cesse d'évoluer à un rythme effréné : plomb (1998), état parasitaire (1999), amiante (2022), état des risques naturels et technologiques – qui regroupe les aléas naturels, miniers, technologiques, sismiques, radon, et sols pollués (2006), gaz (2007), électricité (2009), assainissement non collectif (2011).

La loi Climat et Résilience du 24 août 2021 rend obligatoire à partir du 1er avril 2023 la réalisation d'un audit énergétique approfondi en cas de DPE de classe F ou G ainsi que le certificat de conformité des appareils de chauffage au bois. Sans compter les diagnostics facultatifs comme le diagnostic de performance numérique (DPN) par exemple. A ce jour les 11 documents devant



“CHAQUE DIAGNOSTIC A SES PARTICULARITES VENTILEES DANS DES TEXTES SPECIAUX FIGURANT DANS DES CODES DISTINCTS”

figurer au Dossier de Diagnostic Technique (DDT) sont listés à l'article L.271-4 du Code de la construction et de l'habitation.

La seule référence à ce texte est cependant insuffisante puisque chaque diagnostic a ses particularités ventilées dans des textes spéciaux figurant dans des codes distincts : code de la construction et de l'habitation, de la santé publique, de l'environnement ou de l'urbanisme.

S'y reportant, on identifie alors que chaque diagnostic dispose d'une durée de validité qui lui est propre (variant de 6 mois à 10 ans) mais aussi qu'ils sont à périmètre inconstant. En

effet, certains ne sont exigés que si le bien se situe dans une zone géographique spé-

cifiquement identifiée comme étant « à risque » (par exemple l'état des nuisances sonores aériennes, le diagnostic termites, l'étude géotechnique ou le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère). Par ailleurs, tous les actes et tous les biens n'obligent pas aux mêmes diagnostics (vente, location, ancien, neuf, habitation, commerce etc).

### EFFETS PERVERS

L'intention louable d'origine de clarifier les informations portées à la connaissance de l'acquéreur d'un bien immobilier semble s'être muée dans une obsession de l'information, dont on constate aujourd'hui quelques effets pervers. Les méthodes d'analyse des diagnostiqueurs sont de plus en plus critiquées et l'on se met à douter que l'information distillée dans ces onze documents, chacun de plusieurs pages, soit finalement transmise de manière effective et fiable ■

**BRUNO PLATEL**  
AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

## ORDRE DES LICENCIEMENTS : ATTENTION AU CHOIX DES CRITÈRES !

Tout licenciement économique doit donner à la définition par l'employeur, après consultation du CSE, des critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements.

En l'absence d'accord collectif applicable, l'employeur doit prendre en compte l'ensemble des critères prévus à l'article L1233-5 du code du travail. Ainsi, le chef d'entreprise doit prendre en considération cumulativement l'ancienneté, les charges de famille, la situation des salariés dont les caractéristiques sociales rendent leur réinsertion plus difficile et notamment les salariés âgés et les salariés handicapés ainsi que les qualités professionnelles appréciées par catégorie.

Dans cette démarche, il est laissé le soin à l'entreprise



“IL EST LAISSÉ LE SOIN À L'ENTREPRISE DE PONDERER LES CRITERES ENTRE EUX ET D'ATTRIBUER UN NOMBRE DE POINTS AUX SALARIES EN FONCTION D'UNE GRILLE DE VALORISATION”

de pondérer les critères entre eux et d'attribuer un nombre de points aux salariés en fonction d'une grille de valorisation qui in fine et à défaut de reclassement interne conduit au licenciement du salarié qui aura totalisé le nombre de points le plus faible.

Deux décisions récentes de la Cour de Cassation rendues le 18 janvier 2023 illustrent la nature de l'obligation qui pèse sur l'entreprise.

Dans la première affaire, la salariée contestait l'appréciation du critère des charges de famille qui consistait à attribuer 2 points par enfant à charge de moins de 6 ans, 1 seul point pour les enfants de 7 à 12 ans et implicitement aucun point pour les salariés ayant un ou plusieurs enfants de plus de 12 ans. La Cour de Cassation a approuvé la Cour d'Appel qui avait estimé que l'entreprise ne démontrait pas en quoi cette distinction était pertinente et objectivement justifiée quant à la charge réelle des enfants eu égard à leur âge.

Dans la deuxième affaire, c'est le critère des compétences professionnelles qui était en cause.

L'employeur soutenait que le juge judiciaire ne pouvait se substituer à lui dans l'appréciation des qualités professionnelles des salariés concernés et qu'il avait opéré cette appréciation en fonction du niveau de diplôme des salariés. La Cour de Cassation a pour sa part estimé que l'employeur avait procédé à une application inégalitaire et déloyale de ce critère, considérant que l'employeur ne pouvait mesurer les qualités professionnelles de salariés à expérience équivalente sur le seul diplôme, a fortiori en privilégiant une salariée dont le diplôme lui permettait de parler la langue espagnole qui n'était a priori pas requise au vu de l'activité de l'entreprise et de l'emploi de secrétaire comptable exercé.

En synthèse, on retiendra que les critères d'ordre des licenciements doivent reposer sur des critères objectifs et pertinents. ■

**JULIEN MEUNIER**  
ASSOCIÉ KPMG

## CONSOLIDER LE FINANCEMENT DE SES INVESTISSEMENTS GRÂCE AUX AIDES PUBLIQUES

Dans un contexte économique et financier très mouvant qui se traduit par une inflation généralisée des coûts supportés et une difficulté croissante pour assurer le remboursement de leurs dettes, le nombre de défaillances d'entreprise a augmenté de près de 50 % en 2022 par rapport à 2021 [1].

Pour faire face à cette situation et préserver leur rentabilité, les dirigeants doivent adopter des stratégies nécessitant des investissements financiers importants pour moderniser leurs outils de production, développer des technologies et produits innovants, recruter de nouveaux profils et former leur personnel à de nouveaux métiers...

Les dirigeants ont habituellement recours à l'autofinancement ou à l'endettement bancaire pour financer leurs investissements stratégiques, sans parfois être complété par des subventions et aides publiques pourtant disponibles. Cette perte d'opportunité s'explique principalement par une méconnaissance des dispositifs existants, une incapacité à s'orienter dans la « jungle des aides disponibles » et un manque de temps ou de compétence pour monter les dossiers auprès des financeurs.

A titre d'exemple, le plan d'investissement de 54 milliards d'euros lancé par le gouvernement se compose de nombreuses lignes budgétaires (par secteur d'activité, par type d'investissement...) mais qui restent souvent méconnues et peu sollicitées. On évoque ici un programme national

mais l'entreprise peut également obtenir des aides européennes, régionales voire locales selon la nature des projets qu'elle porte. En effet, il existe plusieurs milliers d'aides publiques dont certaines sont portées par des acteurs spécialisés comme l'Ademe (environnement/énergies), BPI France (innovation, international...) ou la Carsat (réduction de l'exposition des salariés aux risques et prévention).

Avec la remontée des taux d'intérêt et un accès aux financements plus sélectif, le dirigeant a tout intérêt à professionnaliser sa démarche

d'obtention d'aides publiques en décidant d'y dédier des ressources internes ou de s'appuyer sur des prestataires et des plateformes spécialisés pour structurer et consolider le plan de financement de ses investissements d'avenir ■

[1] Source : Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France - T4 et bilan 2022 - Altarea



**"LE DIRIGEANT A TOUT INTÉRÊT À PROFESSIONNALISER SA DÉMARCHE D'OBTENTION D'AIDES PUBLIQUES"**

**ALEXIS ROQUETTE**  
DIRECTEUR ASSOCIÉ DE QUINTESENS

## GENTILLES, GENTILS, LEVEZ-VOUS !

Que cette idée a encore du mal à se frayer un chemin dans les entreprises ! Victime de l'adage « *trop bon, trop con* », la gentillesse dans le monde professionnel se heurte au pré-supposé que cela aurait comme conséquence immédiate la perte de compétitivité et d'efficacité.

Encore trop peu de dirigeants, de leaders, de managers apprécient que l'on puisse les considérer comme gentils. Ils préfèrent largement être reconnus pour leur vision et leur leadership considérant que la gentillesse n'a pas sa place dans cette reconnaissance. Elle serait suspecte et contreproductive, alors même que les nouvelles générations, selon une étude récente, la plébiscitent dans leur rapport professionnel.

J'enfonce une porte ouverte en exprimant que nous sommes avant tout des êtres humains dotés de sensibilité, avant d'être des professionnels bardés de compétences, de diplômes et de certifications.

Il y a, me semble-t-il, une confusion dans le terme gentillesse, car beaucoup l'assimilent à de la naïveté et de la faiblesse. Quelle erreur !

Il faut en effet une sacrée dose de confiance en soi pour oser se montrer gentil. Cela nécessite d'être aligné, de se livrer et de se dévoiler. La gentillesse, c'est se montrer sans fard ni posture et être convaincu que l'on peut être intelligible, reconnu et suivi en agissant ainsi.

Qu'est-ce que la gentillesse concrètement en entreprise ? Comment se traduit-elle ?

De mille et une façons dès lors qu'elle est véritablement incarnée. Ce peut être un vrai bonjour chaque matin, pas celui qui consiste à tracer son chemin sans même tourner la tête. S'intéresser à l'autre dans toutes ses dimensions, sans caractère intrusif. Développer une écoute active, demander des nouvelles d'un enfant qui passe un examen ou d'un parent souffrant. Comprendre sans juger une difficulté professionnelle, un échec, proposer sans imposer son aide.

Lorsque cette gentillesse est sincère, elle a comme effet de renforcer le sentiment d'appartenance et l'envie de collaboration, elle apaise les tensions et autorise l'autre à s'exprimer librement. Elle ne se suffit pas à elle-même dans le monde professionnel bien sûr et mérite d'être accompagnée d'un cadre et d'objectifs clairement établis et partagés.

Au surplus, la gentillesse est contagieuse et bonne pour la santé en libérant des endorphines.

Dans cette période de forte tension sur l'emploi et de guerre des talents, cette qualité étant par ailleurs considérée comme essentielle par les jeunes générations, elle a définitivement toute sa place dans les relations professionnelles.

Gentilles, gentils, levez-vous ! Et essayez autour de vous ! ■



**"LA GENTILLESSE EST CONTAGIEUSE ET BONNE POUR LA SANTÉ EN LIBÉRANT DES ENDORPHINES"**

DÉTENTE



© Marc Alberghina

## PISCINE VALLAURIENNE

Ce sera sa toute première exposition personnelle à La Piscine. Pour l'occasion, le plasticien et céramiste français Marc Alberghina réactive des procédés de décoration et de façonnage propres à la faïence vallaurienne pour créer des œuvres totalement inédites. Spécialement conçues pour les espaces du musée roubaisien.

Du 18 février au 21 mai  
11€/9€/6€  
03 20 69 23 60  
[www.roubaix-lapiscine.com](http://www.roubaix-lapiscine.com)



## SOUS LE REGARD DE VALÉRIE BELIN

Après le temps fort autour de la peinture d'Eugène Leroy l'an dernier, le MUBa à Tourcoing se consacre cette année à un autre art, la photographie, à travers le travail de Valérie Belin. L'artiste dédie au musée un parcours composé d'une centaine de photographies retraçant l'entièreté de son parcours, des années 90 à nos jours. De l'argentique au numérique, du noir et blanc à la couleur, des objets aux humains, de l'organique au virtuel. Une présentation inédite à découvrir jusqu'au 27 août.

Ouvert tous les jours sauf le mardi. De 13h à 18h.  
03 20 28 91 60 - [museebeauxarts@ville-tourcoing.fr](mailto:museebeauxarts@ville-tourcoing.fr)  
[www.muba-tourcoing.fr](http://www.muba-tourcoing.fr)

© Valérie Belin

## AUBE SYMPHONIQUE

De l'humour de Haydn à la puissance de Strauss. C'est de cette façon que l'Orchestre National de Lille nomme son concert symphonique prévu le jeudi 6 avril au Nouveau Siècle. Au programme : l'idylle pour grand orchestre Im Sommerwind d'Anton Webern, suivi du Concerto pour violoncelle n°1 de Haydn interprété par la violoncelliste Anastasia Kobekina. Avant de clôturer la soirée par Ainsi parlait Zarathoustra de Strauss, dirigé sur scène par la cheffe Xian Zhang (photo).

Jeudi 6 avril, 20 heures.  
Tarif 1 : 6 à 55€. [www.onlille.com](http://www.onlille.com)



© Benjamin Ealovega

## RENCONTRE FLAMANDE

Artiste belge contemporain, Hans Op de Beeck interroge et questionne sur la finalité des choses et l'existence. Tout comme pouvaient le faire les peintres flamands du 16e et 17e siècle. Des dizaines de sculptures, peintures, photographies et vidéo de l'artiste seront présentées au musée de Flandre à Cassel à travers l'expo « Silence & Résonance ». Elles feront écho aux œuvres des maîtres flamands présentées à proximité.

Du 1er avril au 3 septembre. Du mardi au dimanche  
Info : 03 59 73 45 60 - [museedeflandre@lenord.fr](mailto:museedeflandre@lenord.fr)  
6€/4€



© Patricia De GoroStarzu

## BLUES FAÇON BIBB

Eric Bibb assurera une représentation au théâtre Charcot de Marcq-en-Baroeul le 13 avril prochain. Sur scène, celui qui affiche cinq décennies de carrière au compteur partagera son goût pour le blues d'avant-guerre, imprégné des musiques du monde. Une production Jazz en Nord en partenariat avec la Ville de Marcq-en-Baroeul.

13 avril à 20h.  
29€/26€/23€  
[www.jazzenord.com](http://www.jazzenord.com) - 03 28 04 77 68



© Musée Cassel



## LE MAPPING FESTIVAL SE (RE)PROJETTE

Le Video Mapping Festival revient en Hauts-de-France pour une 6e édition du 7 avril au 21 octobre. Il illuminera les bâtiments emblématiques d'une quinzaine de villes régionales, de Lille à Valenciennes, en passant par Liévin, Péronne ou encore Cayeux-sur-Mer (photo ci-dessus, le mapping sur la façade du Lam). Du 7 avril au 21 octobre 2023 / [www.videomappingfestival.com](http://www.videomappingfestival.com)



3 QUESTIONS À...

## Antoine Manier

Directeur de l'association Rencontres Audiovisuelles et du Video Mapping Festival

*“Le Video Mapping Festival est le premier d'Europe”*

### Le Video Mapping Festival lancera le 7 avril sa 6e édition. Quelle est la genèse de cet événement ?

C'est un rendez-vous porté par l'association Rencontres Audiovisuelles créée il y a 25 ans en région pour se consacrer à la promotion et au développement de la filière régionale des nouvelles images. On produit le Festival International du Court Métrage, on organise des projections pédagogiques, des ateliers de création, des actions de sensibilisation...

Nous menons également des travaux de recherche avec l'Université de Valenciennes et proposons des résidences internationales au sein d'Arenberg Creative Mine. Avant 2018, l'association n'avait qu'un mapping unique qui se tenait sur la façade de l'Opéra de Lille. Puis, avec l'aide de notre partenaire le Conseil Régional, nous avons décidé de créer un parcours sur l'ensemble du territoire avec le Video Mapping Festival. Au départ, nous avons commencé avec une dizaine de villes.

### Que réservez-vous au public lors de la prochaine édition ?

Pour la première fois, et à la demande du public, l'ouverture du festival se fera sur deux jours et non plus sur une soirée. Deux jours durant lesquels nous avons prévu une boucle de 3 km, 11 étapes et une vingtaine de créations originales. Comme chaque année, le mapping se verra interactif, immersif parfois ou prendra vie sur la façade de bâtiments ou de monuments emblématiques de la ville. Avec toujours le même objectif : mettre en avant les spécificités de chacun des supports.

Cette année, 17 villes et agglomérations nous accueilleront. Au total, nous présenterons les créations de plus de 40 artistes régionaux et internationaux. Le festival prendra fin en octobre avec un parcours à Amiens sur trois jours.

### Quel bilan tirez-vous depuis le lancement du festival ?

Ces cinq dernières années, nous avons

projeté près de 300 œuvres dans plus de 70 villes et rassemblé un demi-million de spectateurs. Il y a cinq ans, nous avons également lancé le Video Mapping European Center pour former les talents et aider au développement de la filière. Mais aussi continuer la promotion du mapping, favoriser les rencontres et faciliter la mise en réseau. L'association mène un gros travail d'accompagnement des entreprises sur la création et l'export. Le grand public n'en a pas forcément conscience mais les Hauts-de-France sont une région qui compte sur la scène internationale. Le Video Mapping Festival est le premier d'Europe. Mais pour garantir une qualité chaque année, nous devons encore travailler sur nos partenaires financiers notamment privés. Le festival représente un budget annuel d'1M€. Les villes et agglomérations hôtes participent financièrement. Certaines voudraient bien accueillir une étape mais n'en ont malheureusement pas les moyens. Recueilli par Julie Kiavué

# Le goût d'ECO121

COMME TOUS LES MOIS, **DIDIER NICOLAS** POSE SON REGARD INDÉPENDANT SUR UN ÉTABLISSEMENT DE LA RÉGION. DE MOIS-CI, **LE CH'TITE BRIGITTE**, À LILLE.



## Le Ch'tite Brigitte revisite l'estaminet avec brio

En plein centre du vieux Lille, au 10 rue des Bouchers, nous avons connu l'Arc de Sami Stafu et Gaëtan Citerne, célébré dans Eco121 N°79. Depuis septembre, il a laissé la place à une création du restaurant d'en face, le Brigitte. Son chef Clément Richevaux y a ouvert un estaminet qu'il a appelé le Ch'tite Brigitte, toujours en hommage à sa grand-mère qui l'a heureusement initié à la cuisine. Il ne faut pas trop s'arrêter aux photos fantaisistes du site, ni au mode un brin glaçant de la procédure rigoureuse de la réservation : l'estaminet ne reçoit que sur rdv, à heures fixées, deux heures de présence autorisées, réservation annulée après 15 minutes de retard, avec un rappel par sms quelques heures avant et besoin de confirmer ! Cela dit, la réservation sur le site est très facile et une fois ce formalisme franchi, l'on se trouve immédiatement dans une ambiance détendue, aimable, peu formelle mais efficace dans un décor de brocante. La carte offre un répertoire de plats régionaux d'une cuisine bourgeoise familiale, malheureusement disparue de bien des radars au profit de « styles » souvent toc.

En entrées à 6-8€, la flamiche aux poi-

reaux, servie en quartier, est aérienne, moelleuse et goûteuse sur une pâte fine et croustillante ; la langue Lucullus, fort bien réalisée, est perturbée du voisinage incongru d'une salade moutardée ; l'œuf cocotte au maroilles est plaisant ; appétissants aussi les croquettes de crevettes bien servies, l'os à moelle, la flamiche aux maroilles entre autres escargots.

En plats de 16 à 20 €, nous avons une agréable brandade de haddock gratinée, une carbonade de bœuf très correcte, une saucisse purée et chou rouge à la flamande, excellent légume bien meilleur que d'autres à la mode, mais la saucisse est hachée beaucoup trop finement, un épais filet de poulet aux maroilles pas trop cuit ou un appétissant filet américain meilleur qu'à Menin, à côté de waterzoi, potjevleesch (sans os), tête de veau, hampe de cheval à l'ail, welsh au sablé de Wissant, tout cela accompagné de frites croustillantes bien cuites, est généreusement servi.

Au dessert à 6 €, une excellente crème brûlée au spéculos, un flan à la chicorée décevant (servi glacé), et aussi tarte au sucre, gaufres, cramiqne perdue.

En guise de boissons, la carte des bières est bien fournie ; quant aux vins au verre, à 6€ le ballon, sans grand caractère, ils sont le parent pauvre de ce repas gourmand.

L'initiative de Clément Richevaux, à contre courant, met à l'honneur le patrimoine culinaire régional et rencontre un vif succès. Réjouissant.

De belles tablées, étroites, mettent une ambiance de gaité, le service efficace est naturellement sympathique.

Voici donc une belle initiative, qui mérite d'être saluée, tenue de main de maître, dont le succès populaire ne s'est pas fait attendre (ce qui peut expliquer la rigueur de la réservation).

**Didier Nicolas**

### LE CH'TITE BRIGITTE

Carte 30-35€  
Ouvert tous les jours  
de 11h45 à 22h30  
Réservation obligatoire  
Le Ch'tite Brigitte  
10 rue des bouchers, Lille  
www.chtitebrigitte.com  
09 77 96 09 13





Entreprise



La certification B Corp est la reconnaissance de notre impact positif sur la société et l'environnement.



CAISSE D'ÉPARGNE  
HAUTS DE FRANCE



## Fiers d'être B Corp

La Caisse d'Épargne Hauts de France a obtenu la certification B Corp ("Benefit Corporation").

Ce label exigeant récompense notre action et son impact positif en matière environnementale et sociétale. Il atteste de notre volonté de participer à la transformation de notre territoire.

Pour en savoir plus,  
flâchez ce QR code.



Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France: Banque coopérative régie par les articles L.552-83 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directeurs et Conseil d'Administration et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social 817 rue de la Chaussée Royale 59800 LILLE - 333 000 402 RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 2 - N° TVA intracommunautaire FR34593100002 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 004 011 - Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » n° CP 8381 2016 000 000 207 délivrée par la CO Grand Lille - Garantie Financière - COFCO, 18 rue Noëlle, Tour Flèche B - TSA 39009 92310 La Defense Cedex, Crédits photo: Sébastien D'Avot - Mars 2021

PARCE QUE VOS PROJETS PROFESSIONNELS  
ET PRIVÉS SONT INDISSOCIABLES,  
NOUS AVONS CRÉÉ JPM BANQUE D'AFFAIRES.



POUR L'ENTREPRISE  
ET L'ENTREPRENEUR



**JPM Banque d'Affaires est la première banque d'affaires en Hauts-de-France  
dédiée aux dirigeants de notre région.**

Parce que vous pouvez être entrepreneur et chef de famille, nous avons conçu  
une approche globale qui réunit toutes les expertises en un même lieu.

Comme vous, nous sommes profondément attachés à notre territoire,  
nous y puisons notre énergie et nous voulons contribuer à son développement.  
Choisissez une banque d'affaires qui vous connaît et qui partage vos valeurs.

LES CONSEILS  
DE NOS EXPERTS  
EN PODCAST



Lille / Arras / Valenciennes ■ [jpm-ba.fr](http://jpm-ba.fr)

BANQUE  
POPULAIRE  
NORD 

JPM Banque d'Affaires est une marque de la Banque Populaire du Nord - Société anonyme coopérative de Banque  
Populaire à capital variable - 847 avenue de la République, 59700 Marcq-en-Barœul - 457 506 566 RCS Lille métropole.